



# Contrat de Ruralité

## PETR Pays Tolosan



## Table des matières

<b>I. PRÉAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>II. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE.....</b>	<b>7</b>
1. L'ACCES AUX SERVICES PUBLICS ET MARCHANDS ET AUX SOINS : SERVICES A LA POPULATION .....	16
2. LA DYNAMISATION DES CENTRES-BOURGS, LA RENOVATION DE L'HABITAT ET LE SOUTIEN AUX COMMERCES DE PROXIMITE DANS LES CENTRES VILLES /CENTRES-BOURGS .....	17
3. L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE.....	18
3.1. L'activité économique traditionnelle .....	18
3.2 Une économie à fort potentiel : le tourisme .....	20
4. LES MOBILITES ET L'ACCESSIBILITE AU TERRITOIRE .....	21
5. LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE.....	23
5.1. Un cadre de vie de qualité : «La Petite Toscane».....	23
5.2. La transition énergétique .....	24
6. LA COHESION SOCIALE .....	25
6.1. La jeunesse .....	25
6.2. La culture.....	26
7. ETAT DES LIEUX DES DEMARCHES EN COURS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT LOCAL, DE COHESION SOCIALE ET D'ATTRACTIVITE.....	27
7.1 Bilan des principales mesures des CIR .....	27
7.2 Stratégie de l'État sur le territoire .....	27
7.3 Dispositifs, schémas territoriaux réalisés et engagés sur le territoire .....	28
<b>III. OBJECTIFS ET PLAN D'ACTIONS OPÉRATIONNEL.....</b>	<b>28</b>
OBJECTIF 1 : L'ACCES AUX SERVICES PUBLICS ET MARCHANDS ET AUX SOINS.....	29
OBJECTIF 2 : DYNAMISATION DES CENTRES-BOURGS, RENOVATION DE L'HABITAT ET SOUTIEN AUX COMMERCES ET ARTISANATS.....	30
OBJECTIF 3 : L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE .....	32
OBJECTIF 4 : MOBILITE ET ACCESSIBILITE.....	37
OBJECTIF 5 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE .....	40
OBJECTIF 6 : LA COHESION SOCIALE .....	42
<b>IV. MODALITÉS DE PILOTAGE ET PARTENAIRES DU CONTRAT .....</b>	<b>45</b>
1. LA GOUVERNANCE .....	45
Composition : élus et représentants des signataires.....	45
Rôle : assurer le suivi collégial de la mise en œuvre du contrat.....	45
Rythme des réunions.....	46
2. L'INGENIERIE MOBILISEE.....	46
Composition de l'équipe projet .....	46
Un comité technique chargé de la mise en œuvre des actions .....	46
L'organisation mobilisée par l'État pour l'accompagnement, la mise en œuvre et le suivi.....	47
Tout autre acteur mobilisé pour l'élaboration et la mise en œuvre du contrat.....	47
3. LA PARTICIPATION DES HABITANTS ET DES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE .....	47
4. CONTRIBUTION DE L'ÉTAT ET DES PARTENAIRES DU CONTRAT A LA REALISATION DU PLAN D'ACTIONS EN APPUI AUX PORTEURS DE PROJETS .....	48
4.1 Engagement de partenariat de la Caisse des dépôts et consignations.....	48
4.2 Intervention du conseil départemental de la Haute-Garonne .....	48
4.3 Modalités d'intervention du conseil régional .....	49
<b>V. LE SUIVI ET L'ÉVALUATION .....</b>	<b>49</b>
<b>VI. LA DURÉE DU CONTRAT .....</b>	<b>50</b>
<b>VII. MODIFICATION DU CONTRAT .....</b>	<b>50</b>

### Annexes :

**Annexe 1 : Présentation thématique du territoire du PETR Pays Tolosan**

**Annexe 2 : Tableau suivi des 3 CIR PETR Pays Tolosan**

**Annexe 3 : Projets émanant des EPCI du PETR Pays Tolosan – Période 2017-2020**

## CONTRAT DE RURALITÉ POUR LE TERRITOIRE DU PETR PAYS TOLOSAN

Établi entre

**L'État**, représenté par le préfet de la Haute-Garonne, M. Pascal MAILHOS

Et

**Le syndicat mixte Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Pays Tolosan**, représenté par son président, M. Didier CUJIVES

Ci-après dénommés **les porteurs du contrat** ;

Et

**Le conseil régional d'Occitanie**, représenté par sa présidente, Mme Carole DELGA

**Le conseil départemental de la Haute-Garonne**, représenté par son président, M. Georges MERIC

**La Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifié aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège sis 56, rue de Lille à PARIS (75007), représentée par M. Thierry RAVOT, en sa qualité de directeur régional

## I. PREAMBULE

Conformément aux dispositions du comité interministériel aux ruralités du 20 mai 2016, un contrat de ruralité est conclu entre les porteurs et partenaires ci-dessus. Cet outil coordonne et structure les politiques publiques territorialisées, à une échelle infra-départementale, mais pouvant s'inscrire sur plusieurs départements.

A partir d'une volonté exprimée par les élus locaux, ce contrat accompagne la mise en œuvre d'un projet de territoire à l'échelle du bassin de vie concerné, en fédérant l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques et associatifs. Ils inscrivent leurs engagements pluriannuels pour améliorer la qualité de vie, la cohésion sociale et l'attractivité du territoire rural. La priorité est donnée aux projets innovants et exemplaires ainsi qu'aux équipements nécessaires au niveau d'un bassin de vie pour assurer l'accès des équipements essentiels sur les pôles principaux et intermédiaires de nos deux SCoT (Central et Nord Toulousain).

Ce contrat permet notamment de soutenir les projets issus des mesures des comités interministériels aux ruralités à l'échelle infra-départementale

Il doit s'inscrire en cohérence avec les stratégies et outils contractuels établis à l'échelle du département de la Haute-Garonne et de la région Occitanie Pyrénées Méditerranée.

Le volet territorial du protocole d'accord relatif à la révision des Contrats de Plan Etat/ Région 2015-2020 de l' approuvé le 16 décembre 2016 par la commission permanente de la Région Occitanie, rappelle la volonté commune de l'État et de la Région d'agir pour l'attractivité, la cohésion sociale, la croissance et l'emploi dans les territoires de la région Occitanie en mobilisant l'ensemble des politiques publiques dans le cadre de stratégies dynamiques de développement durable élaborées à l'échelle de chaque territoire.

L'État et la Région ont la volonté d'établir une cohérence d'ensemble de tous les dispositifs territoriaux mobilisables, non seulement au titre des programmes européens, mais aussi du CPER, en relation avec leurs dispositifs de droit commun.

L'Etat et la Région réaffirment également leur détermination à agir pour l'emploi, l'attractivité et la qualité de la vie dans les territoires ruraux en soutenant le maintien et la création de services de qualité aux publics, en particulier dans les bassins de vie ruraux et de montagne.

Pour ce faire, l'État et la Région conviennent de rendre complémentaires leurs dispositifs contractuels pour le développement des territoires ruraux.

Ainsi, le volet territorial du protocole d'accord relatif à la révision des Contrats de Plan Etat/ Région 2015-2020 de l'Occitanie précise les dispositions suivantes relatives aux contrats de ruralité :

- 1) les périmètres des contrats de ruralité ont vocation à s'inscrire en cohérence avec ceux des actuels contrats régionaux ou des territoires de projets tels que les Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR) ou ceux faisant actuellement l'objet d'une contractualisation dans le cadre des dynamiques territoriales initiées par la Région en sa qualité d'autorité de gestion des Fonds Européens (ATI, GAL/LEADER),

- 2) Les thématiques prioritairement soutenues dans le cadre des Contrats de Ruralité sont les suivantes :
- accès aux services, aux équipements et aux soins,
  - revitalisation des bourgs-centres,
  - attractivité et développement du territoire,
  - mobilités durables et innovation numérique,
  - transition écologique et énergétique,
  - cohésion sociale, emploi et formation.
- 3) les contrats de ruralité permettent de coordonner des moyens techniques, humains et financiers afin d'accompagner la mise en œuvre d'un Projet de Territoire qui se traduira par un plan d'actions pluriannuel de développement et des Programmes Opérationnels annuels jusqu'en 2020.

## Un territoire de projets

Le PETR Pays Tolosan et, avant lui, le Pays Tolosan, constituent les outils portant la contractualisation de ce territoire depuis 2004. Ils ont impulsé, grâce à leur ingénierie, des schémas territoriaux fondamentaux pour le devenir social, économique, environnemental et culturel de ce territoire. Les réflexions collectives et la mutualisation des expériences ont permis de structurer le territoire en termes d'équipements et d'investissements à travers la mise en œuvre des projets structurants à cette échelle. En 2008, le périmètre du Pays a été étendu à l'Ouest au territoire de Save et Garonne ainsi qu'au canton de Cadours, ce qui l'a hissé au rang de Pays le plus peuplé de Midi-Pyrénées hors agglomération.

La période 2008-2013 a permis, d'une part, la réalisation d'actions inscrites dans des axes de travail, dans les Schémas Territoriaux (le ST Infrastructures Economiques, le ST pour l'Accompagnement des personnes, l'Agenda 21, le ST pôles nautiques, le plan global de déplacement, Mobil@btop, le projet culturel de territoire, l'étude de positionnement touristique...) et, d'autre part, d'engager tout un travail de réflexion sur les actions futures et notamment en matière de transition énergétique.

Ce bilan permet d'esquisser quelques grandes orientations d'ici 2020. Le bilan des actions a également montré la pertinence de l'accompagnement réalisé au quotidien, et a permis d'entrevoir l'ensemble des projets et réalisations, les actions et opérations pouvant être menées collectivement, afin de parvenir à l'objectif d'un territoire encore plus attractif, avec une qualité de vie qui favorise le vivre ensemble.

En parallèle, l'élaboration du dossier de candidature LEADER s'est réalisée en même temps que le projet de création de la structure porteuse de la contractualisation 2014-2020. En effet, la loi MAPTAM a entraîné la fin des missions confiées à l'association du Pays Tolosan et la création du syndicat mixte « Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Pays Tolosan » (PETR) qui est le support des contractualisations et de planification à compter d'octobre 2015.

Le territoire est le support des plusieurs structures / outils qui œuvrent pour la réalisation d'un projet d'aménagement du territoire, de gestion de l'espace et de développement local :

- Le syndicat mixte du PETR Pays Tolosan portant la contractualisation (5 EPCI) ;
- 4 EPCI sont couverts par le syndicat mixte du SCoT Nord Toulousain ;
- 1 EPCI est couvert par le SCoT Grande Agglomération Toulousaine.

La croissance sur le territoire a généré plusieurs conséquences impactant son avenir :

- Un accueil soutenu de populations ;
- Une dépendance économique accrue au marché de l'emploi de l'agglomération toulousaine ;
- Un accroissement des déplacements automobiles ;
- Une extension des espaces urbanisés ;
- La réduction, en parallèle, de la surface agricole utile.

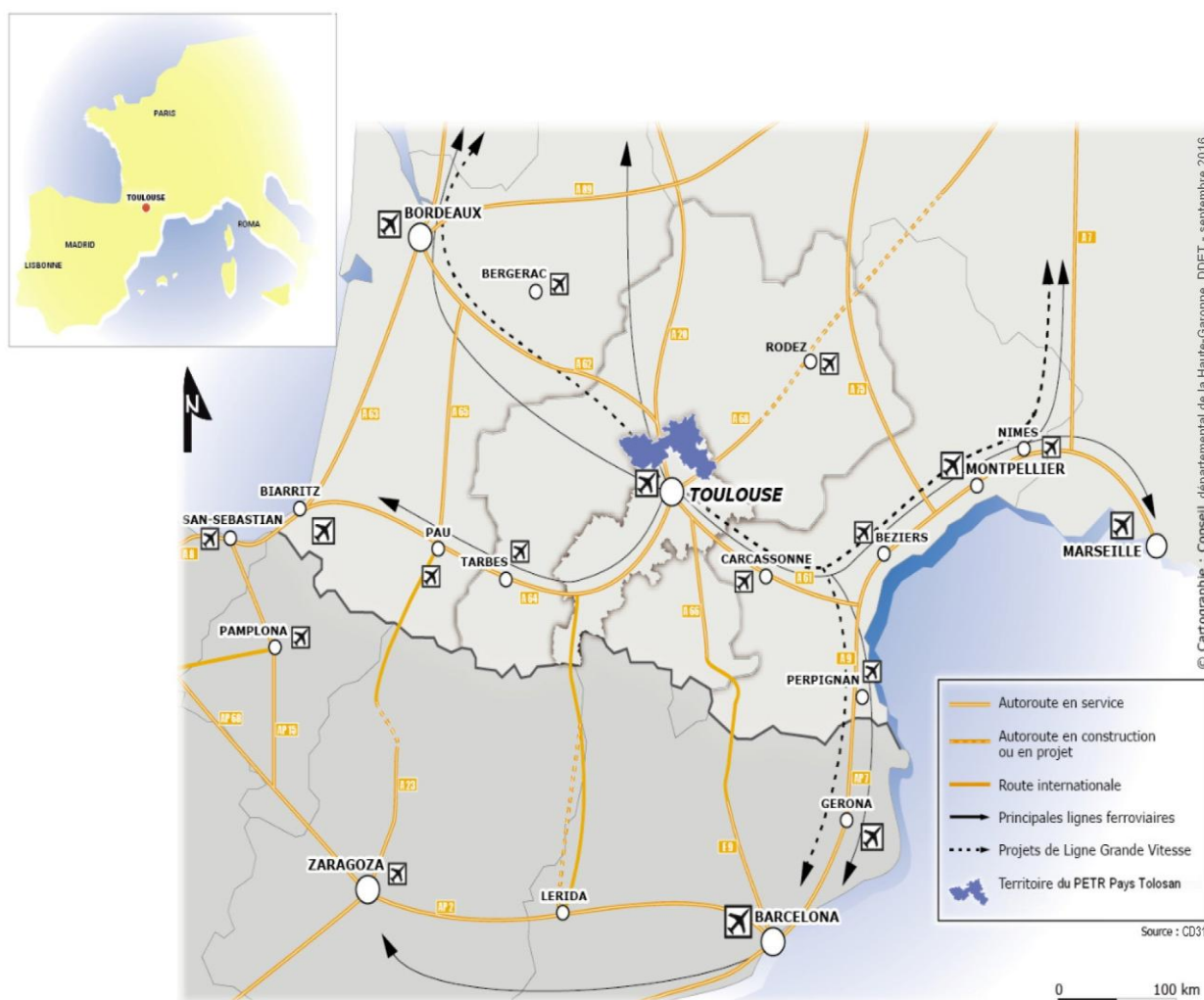
La mise en place des deux SCoT a permis aux élus d'élaborer et de s'approprier un outil pour gérer, depuis leurs approbations, l'occupation des sols en fonction de l'accueil de nouvelles populations projeté d'ici 2030.

## II. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE

### Le PETR Pays Tolosan

Le territoire est situé dans le sud-ouest européen, proche de l'Espagne, à la croisée de grands itinéraires européens que sont les axes Rome-Lisbonne (E80) et Paris-Barcelone (E9). A mi-chemin entre Toulouse et Montauban, il bénéficie d'une bonne desserte autoroutière (A68 et A62) ainsi que de la proximité de l'aéroport international de Toulouse-Blagnac, et est concerné de près par le projet de Ligne à Grande Vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse.

« Positionnement géographique dans le grand sud-ouest européen »



Territoire périurbain situé au nord de la métropole toulousaine, en Haute-Garonne, il compte 109 429 habitants répartis sur 5 EPCI qui rassemblent soixante et onze communes (RP INSEE, 2013). Son accessibilité et son cadre de vie de qualité font de lui un territoire très attractif à forte vocation résidentielle : il s'inscrit en effet dans une dynamique de forte croissance démographique semblable à celle de l'ensemble de la périphérie toulousaine.

## Les 71 communes et les 5 EPCI du PETR Pays Tolosan au 1<sup>er</sup> janvier 2017

Communauté de communes	Commune	Code INSEE	Population 2013
<b>CC des Coteaux Bellevue 18 868 hab.</b>	CASTELMAUROU	31117	4 029
	LABASTIDE-SAINT-SERNIN	31252	1 831
	MONTBERON	31364	2 831
	PECHBONNIEU	31410	4 251
	ROUFFIAC-TOLOSAN	31462	1 908
	SAINT-GENIES-BELLEVUE	31484	2 153
	SAINT-LOUP-CAMMAS	31497	1 865

Communauté de communes	Commune	Code INSEE	Population 2013
<b>CC des Coteaux du Girou 20 608 hab.</b>	BAZUS	31049	575
	BONREPOS-RIQUET	31074	263
	GARIDECH	31212	1 712
	GAURE	31215	498
	GEMIL	31216	275
	GRAGNAGUE	31228	1 753
	LAPEYROUSE-FOSSAT	31273	2 763
	LAVALETTE	31285	686
	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	31358	3 244
	MONTJOIRE	31383	1 284
	MONTPITOL	31388	409
	PAULHAC	31407	1 191
	ROQUESERIERE	31459	720
	SAINT-JEAN-LHERM	31489	351
	SAINT-MARCEL-PAULEL	31501	418
	SAINT-PIERRE	31511	263
	VERFEIL	31573	3 384
	VILLARIES	31579	819

Communauté de communes	Commune	Code INSEE	Population 2013
<b>CC du Frontonnais 24 609 hab.</b>	BOULOC	31079	4 323
	CASTELNAU-D'ESTRETEFONDS	31118	5 912
	CEPET	31136	1 679
	FRONTON	31202	5 736
	GARGAS	31211	676
	SAINT-RUSTICE	31515	457
	SAINT-SAUVEUR	31516	1 789
	VACQUIERS	31563	1 339
	VILLAUDRIC	31581	1 434
	VILLENEUVE-LES-BOULOC	31587	1 264

Communauté de communes	Commune	Code INSEE	Population 2013
<b>CC de Save et Garonne et Coteaux de Cadours 31577 hab.</b>	BRETX	31089	603
	BURGAUD (LE)	31093	892
	DAUX	31160	2 240
	GRENADE	31232	8 430
	LARRA	31592	1 638
	LAUNAC	31281	1 355
	MENVILLE	31338	669
	MERVILLE	31341	4 979
	MONTAIGUT-SUR-SAVE	31356	1 592
	ONDES	31403	697
	SAINT-CEZERT	31473	419
	SAINT-PAUL-SUR-SAVE	31507	1 410
	THIL	31553	1 165
	BELLEGARDE-SAINT-MARIE	31061	209
	BELLESSERRE	31062	101
	BRIGNEMONT	31090	391
	CABANAC-SEGUENVILLE	31096	161
	CADOURS	31098	1 092
	CASTERA (LE)	31120	833
	CAUBIAC	31126	355
	COX	31156	343
	DRUDAS	31164	199
	GARAC	31209	171
	GRES (LE)	31234	406
	LAGRAULET-SAINT-NICOLAS	31265	267
	LAREOLE	31275	159
	PELLEPORT	31413	545
	PUYSSEGUR	31444	137
	VIGNAUX	31577	119

Communauté de communes	Commune	Code INSEE	Population 2013
<b>CC Val'Aigo 13 767 hab.</b>	BESSIERES	31066	3 625
	BONDIGOUX	31073	501
	BORN (LE)	31077	484
	LAYRAC-SUR-TARN	31288	324
	MAGDELAINE-SUR-TARN (LA)	31311	1 136
	MIREPOIX-SUR-TARN	31346	908
	VILLEMATIER	31583	1 026
	VILLEMUR-SUR-TARN	31584	5 763

Source : INSEE – RP 2013

# Communauté de Communes des Coteaux Bellevue - CCCB

## Présentation de l'EPCI



Date de création :  
21/11/2000

Nombre de  
communes :  
**7**

Situé dans le canton de Pechbonnieu, territoire périurbain aux portes nord-est de la métropole.

Population municipale, en 2013 :  
**18 868 hab.**

Superficie :  
**48 km<sup>2</sup>**



Sources : CD31, Préfecture 31

© Cartographie : Conseil Départemental de la Haute-Garonne - DDET - septembre 2016  
Sources : INSEE, Recensement de la population 2013 (limites territoriales au 01/01/2015) - DGFIP 2014 - Recensement agricole 2010 du ministère de l'Agriculture - INSEE - Base permanente des Équipements

## Données de cadrage

### Population

- **Taux de croissance démographique** annuel moyen 2008-2013: 1,6% (PETR : 2,0% - HG: 1,3%)
- **Densité** : 393 habitants au km<sup>2</sup> (PETR : 120 - HG: 206)

### Habitat - ressources des ménages

- **Habitat**: 95% de résidences principales (PETR : 91% - HG: 89%) et 89% de maisons individuelles
- **Ressources**, en 2014: 60% de foyers fiscaux imposés (PETR : 52% - HG: 52%)

### Economie - Emploi

- **Superficie Agricole Utilisée (SAU)** : 1 509 ha soit 2,8% de la SAU du PETR Pays Tolosan
- **4 058 emplois** pour 9 337 **actifs**, soit un ratio de 0,4 emplois pour 1 actif (PETR : 0,5 - HG : 0,9) (ratio habitants/emploi : 4,65 hab. pour 1 emploi)

### Enseignement - services

- 14 écoles, 1 collège (J. Dieuzaide, Pechbonnieu)
- 45 équipements sportifs
- 16 médecins généralistes, soit 0,85 pour 1 000 hab.
- 1 Centre d'Incendie et de Secours

## Compétences

### obligatoires

- ☒ 1. Aménagement de l'espace communautaire : SCoT, charte intercommunale de développement et d'aménagement, ZAC d'intérêt communautaire
- ☒ 2. Développement économique : Zones d'activités d'intérêt communautaire (création et gestion des nouvelles zones)

### optionnelles

- ☒ 1. Protection de l'environnement
- ☐ 2. Logement et cadre de vie
- ☐ 3. Voirie
- ☒ 4. Equipements culturels/sportifs et écoles
- ☒ 5. Action sociale
- ☐ 6. Assainissement

### facultatives



Petite enfance



Communications électroniques

# Communauté de Communes des Coteaux du Girou - C3G

## Présentation de l'EPCI



Date de création : 22/12/1998

Nombre de communes : 18

Territoire situé dans le canton de Pechbonnieu. Limitrophe du département du Tarn, en proximité immédiate de la métropole toulousaine. Deux polarités : Montastruc-Garidech et Verfeil

Population municipale, en 2013 :  
**20 608 hab.**

Superficie :  
**209 km<sup>2</sup>**



Sources : CD31, Préfecture

© Cartographie : Conseil Départemental de la Haute-Garonne - DDET - septembre 2016

## Données de cadrage

### Population

- **Taux de croissance démographique** annuel moyen 2008-13: 1,4% (PETR : 2,0% - HG: 1,3%)
- **Densité** : 99 hab./km<sup>2</sup> (PETR : 120 - HG: 206)

### Habitat - ressources des ménages

- **Habitat**: 94% de résidences principales (PETR : 91% - HG: 89%) et 91% de maisons individuelles
- **Ressources**, en 2014: 58% de foyers fiscaux imposables (PETR : 52% - HG: 52%)

### Economie - Emploi

- **Superficie Agricole Utilisée (SAU)** : 14 384 ha soit 27% de la SAU du PETR Pays Tolosan
- **3 488 emplois** pour 10 457 **actifs**, soit un ratio de 0,3 emplois pour 1 actif (PETR : 0,5 - HG : 0,9) (ratio habitants/emploi : 5,91 hab. pour 1 emploi)

### Enseignement - services

- 19 écoles, 2 collèges, 1 lycée (LEPRP l'Oustal)
- 56 équipements sportifs
- 16 médecins généralistes, soit 0,78 pour 1 000 hab.
- 2 centres annexes de Maison des Solidarités, 1 Centre d'Incendie et de Secours

Sources : INSEE, Recensement de la population 2013 (limites territoriales au 01/01/2015) - DGEIP 2014 - Recensement agricole 2010 du ministère de l'Agriculture - INSEE - Base départementale des équipements 2014

## Compétences

### obligatoires

- ☒ 1. Aménagement de l'espace communautaire : charte intercommunale de développement et d'aménagement, réserves foncières, ZAC d'intérêt communautaire, SCoT, aménagement rural en matière hydraulique
- ☒ 2. Développement économique :  
  
Zones d'activités d'intérêt communautaire, bâtiments d'activité pour l'accueil d'entreprises

### optionnelles

- ☒ 1. Protection de l'environnement
- ☐ 2. Logement et cadre de vie
- ☐ 3. Voirie
- ☒ 4. Equipements culturels/sportifs et écoles
- ☒ 5. Action sociale
- ☐ 6. Assainissement

### facultatives

- + Promotion du territoire par les OT, supports d'information patrimoine
- + Culture, Sport
- + Actions en faveur des jeunes
- + Petite enfance
- + Réalisation du PAVE
- + Communications électroniques

# Communauté de Communes du Frontonnais - CCF

## Présentation de l'EPCI



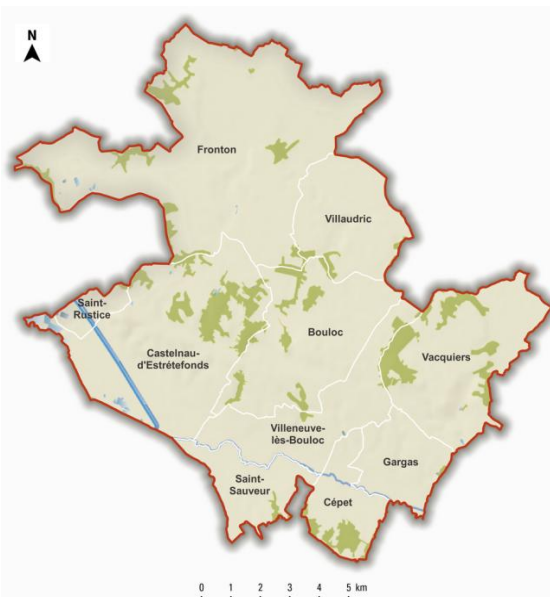
Date de création :  
31/12/2012

Nombre de  
communes : **10**

Territoire en bordure Est de la Garonne, au paysage marqué par la viticulture. Comprend deux centres urbains du Nord de Toulouse (Fronton et Castelnau d'Estrétefonds)

Population municipale, en 2013 :  
**24 609 hab.**

Superficie :  
**161 km<sup>2</sup>**



Sources : CD31, Préfecture 31

© Cartographie : Conseil Départemental de la Haute-Garonne - DDEt - septembre 2016

## Données de cadrage

### Population

- **Taux de croissance démographique** annuel moyen 2008-2013: 1,8% (PETR : 2,0% - HG: 1,3%)
- **Densité** : 153 habitants au km<sup>2</sup> (PETR : 120 - HG: 206)

### Habitat - ressources des ménages

- **Habitat**: 92% de résidences principales (PETR : 91% - HG: 89%) et 82% de maisons individuelles
- **Ressources**, en 2014: 51% de foyers fiscaux imposés (PETR : 52% - HG: 52%)

### Economie - Emploi

- **Superficie Agricole Utilisée (SAU)** : 7 174 ha soit 13,5% de la SAU du PETR Pays Tolosan
- **8 494 emplois** pour 12 417 **actifs**, soit un ratio de 0,7 emplois pour 1 actif (PETR : 0,5 - HG : 0,9) (ratio habitants/emploi : 2,90 hab. pour 1 emploi)

### Enseignement - services

- 19 écoles, 1 collège, 1 lycée
- 59 équipements sportifs
- 21 médecins généralistes, soit 0,95 pour 1 000 hab.
- 1 Maison des Solidarités et 1 centre annexe, 1 Centre d'Incendie et de Secours

Sources : INSEE Recensement de la population 2013 (limites territoriales au 01/01/2013) - DGFIP 2014 - Recensement agricole 2010 du ministère de l'Agriculture - INSEE - Base permanente des équipements 2014

## Compétences

### obligatoires

- ☒ 1. Aménagement de l'espace communautaire : SCoT
- ☒ 2. Développement économique :  
Zones d'activités d'intérêt communautaire, promotion économique du territoire et accueil d'entreprises

### optionnelles

- ☒ 1. Protection de l'environnement
- ☐ 2. Logement et cadre de vie
- ☒ 3. Voirie
- ☒ 4. Equipements culturels/sportifs et écoles
- ☒ 5. Action sociale
- ☐ 6. Assainissement

### facultatives

- + Accueil des gens du voyage
- + Développement touristique
- + Réseau pluvial

- + Gestion d'une ancienne décharge
- + Parkings ouverts au public
- + Communications électroniques

## Communauté de Communes Val'Aïgo - CCVA

### Présentation de l'EPCI



**Date de création :**  
17/12/1999

**Nombre de communes : 8**

Territoire situé à l'extrême-Nord du département, traversé par la vallée du Tarn. Limitrophe des départements du Tarn et du Tarn et Garonne.

**Population municipale, en 2013 :**  
**13 767 hab.**

**Superficie :**  
**116 km<sup>2</sup>**



Sources : CD31, Préfecture 31

© Cartographie : Conseil Départemental de la Haute-Garonne - DDET - septembre 2016

### Données de cadrage

#### Population

- **Taux de croissance démographique** annuel moyen 2008-13: 2,4% (PETR : 2,0% - HG: 1,3%)
- **Densité** : 116 hab./km<sup>2</sup> (PETR : 120 - HG: 206)

#### Habitat - ressources des ménages

- **Habitat**: 87% de résidences principales (PETR : 91% - HG: 89%) et 81% de maisons individuelles
- **Ressources**, en 2014: 43% de foyers fiscaux imposés (PETR : 52% - HG: 52%)

#### Economie - Emploi

- **Superficie Agricole Utilisée (SAU)** : 6 330 ha soit 11,9% de la SAU du PETR Pays Tolosan
- **4 294 emplois** pour 6 445 **actifs**, soit un ratio de 0,7 emplois pour 1 actif (PETR : 0,5 - HG : 0,9) (ratio habitants/emploi : 3,21 hab. pour 1 emploi)

#### Enseignement - services

- 12 écoles, 2 collèges
- 47 équipements sportifs
- 19 médecins généralistes, soit 1,38 pour 1 000 hab.
- 2 centres annexes de Maison des Solidarités, 1 Centre d'Incendie et de Secours

Sources : INSEE, Recensement de la population 2013 (limites territoriales au 01/01/2015) - DGFIP 2014 - Recensement agricole 2010 du ministère de l'Agriculture - INSEE - Base

### Compétences

#### obligatoires

- ☒ 1. Aménagement de l'espace communautaire : SCoT, ZAC d'intérêt communautaire hors zones d'habitat
- ☒ 2. Développement économique : Zones d'activités d'intérêt communautaire, création d'une pépinière d'entreprises ou bureaux partagés

#### optionnelles

- ☒ 1. Protection de l'environnement
- ☐ 2. Logement et cadre de vie
- ☒ 3. Voirie
- ☒ 4. Equipements culturels/sportifs et écoles
- ☐ 5. Action sociale
- ☐ 6. Assainissement

#### facultatives

- + Gestion et entretien des espaces verts
- + Mutualisation de services, mises à disposition

- + Développement touristique
- + Petite enfance (équipements collectifs)
- + Communications électroniques

# Communauté de Communes de Save Garonne et Coteaux de Cadours - CCSGCC

## Présentation de l'EPCI



Territoire situé dans le canton de Lèguevin.  
Limitrophe du département du Tarn et Garonne et du Gers.

**Date de fusion : 01/01/2017**  
**Nombre de communes : 29**  
**Population municipale, en 2013 : 31 577 hab.**

**Superficie : 375 km<sup>2</sup>**



**CC Coteaux de Cadours**  
**Date de création : 12/12/2002**  
**Nombre de communes : 16**  
**Population : 5488 habitants**  
**Superficie : 157 km<sup>2</sup>**

**CC Save et Garonne**  
**Date de création : 17/12/2002**  
**Nombre de communes : 13**  
**Population : 26 089 habitants**  
**Superficie : 218 km<sup>2</sup>**

## Données de cadrage

### Population

- **Taux de croissance démographique** annuel moyen 2008-13: 2,5% (PETR : 2,0% - HG: 1,3%)
- **Densité** : 85 habitants au km<sup>2</sup> (PETR : 120 - HG: 206)

### Habitat - ressources des ménages

- **Habitat**: 90% de résidences principales (PETR : 91% - HG: 89%) et 78% de maisons individuelles
- **Ressources**, en 2014: 50% de foyers fiscaux imposés (PETR : 52% - HG: 52%)

### Economie - Emploi

- **Superficie Agricole Utilisée (SAU)** : 14 444 ha soit 47,5% de la SAU du PETR Pays Tolosan
- **5 206 emplois** pour 16 031 **actifs**, soit un ratio de 0,3 emplois pour 1 actif (PETR : 0,5 - HG : 0,9) (ratio habitants/emploi : 6,21 hab. pour 1 emploi)

### Enseignement - services

- 33 écoles, 2 collèges, 1 lycée
- 67 équipements sportifs
- 22 médecins généralistes, soit 0,65 pour 1 000 hab.
- 2 centres annexes de Maison des Solidarités, 2 Centres d'Incendie et de Secours

Sources : INSEE, Recensement de la population 2013 (limites territoriales au 01/01/2015) - DGIRP 2014 - Recensement agricole 2010 du ministère de l'Agriculture - INSEE - Base de données des communes 2014

## Compétences

### obligatoires

- ☒ 1. Aménagement de l'espace communautaire : SCoT, aménagement rural, ZAC d'intérêt communautaire, réserves foncières, Programme d'Aménagement d'Ensemble(PAE), PAVE
- ☒ 2. Développement économique :  
  
Zones d'activités d'intérêt communautaire, promotion des activités économiques et accueil d'entreprises, programmes de développement locaux (Europe, Etat, Région, Département), politique de l'emploi

### optionnelles

- ☒ 1. Protection de l'environnement
- ☐ 2. Logement et cadre de vie
- ☒ 3. Voirie
- ☒ 4. Equipements culturels/sportifs et écoles
- ☐ 5. Action sociale
- ☐ 6. Assainissement

### facultatives

- + Tourisme local
- + Développement du milieu associatif
- + Accueil des enfants d'âge pré-maternel
- + Communications électroniques

## **Le diagnostic de territoire du Pays Tolosan s'est construit en s'appuyant sur :**

Le Pays Tolosan est un territoire attractif : sa position géographique et ses infrastructures routières et dessertes ferrées l'ont amené à accueillir des populations, jeunes et actives, attirées par la concentration d'activités et d'emplois de la métropole régionale.

En effet, il est entièrement compris dans la 4ème zone d'emplois de France. Le PETR Pays Tolosan se distingue au sein de cet ensemble par une économie plutôt présente, essentiellement constituée de PME, PMI voire de TPE.

La situation de l'emploi a connu un essor sans précédent dans ce territoire de la Haute-Garonne (+60% en 20 ans), lié pour partie au développement de la zone européenne de logistique Eurocentre.

Pourtant, ce territoire a un caractère rural dominant avec des exploitations agricoles diversifiées et les deux AOC emblématiques de la Haute-Garonne - le vin de Fronton et l'ail violet de Cadours. La typicité, le cadre de vie préservé et le patrimoine du Pays Tolosan sont également des facteurs d'attractivité.

L'objectif du PETR Pays Tolosan est donc de concilier un développement équilibré entre l'accueil de nouvelles populations, les nouveaux besoins en matière d'équipements ou de services, l'attractivité économique et la préservation de l'environnement ainsi que son identité rurale.

### **1- Les démarches antérieures**

Les études, schémas territoriaux et actions engagés durant dix années, entre 2004 et 2014, au titre de l'association du Pays Tolosan.

Les opérations réalisées au sein des contractualisations successives durant cette même période, par les établissements publics de coopération intercommunale et/ou l'association Pays Tolosan.

La candidature du GAL Pays Tolosan pour le programme Leader 2015-2020.

### **2- Les thématiques stratégiques territoriales**

Le diagnostic par thématiques fait ressortir les enjeux stratégiques de développement de notre territoire : services à la population, économie, mobilité, transition énergétique et écologique en cohérence avec les prescriptions réglementaires en vigueur.

### **3- Une synthèse**

Présentée sous forme de tableau « Atouts & Faiblesses », elle fait naturellement émerger des actions et opérations à développer. Ce travail de synthèse a été réalisé avec les élus du PETR et les membres du conseil de développement.

## 1. L'accès aux services publics et marchands et aux soins : Services à la population

Atouts	Faiblesses	Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire
<p>→ Une population jeune et active</p> <p>→ 26 % de la population a moins de 20 ans</p> <p>→ 35 000 habitants supplémentaires d'ici 2030</p> <p>→ Des RPI* et des réouvertures d'écoles</p> <p>→ Richesse et vitalité du milieu associatif</p> <p>→ Un accompagnement soutenu des personnes en perte d'autonomie</p> <p>→ Prise en compte du DD* dans les opérations urbaines</p> <p>→ Création de jardins familiaux et ou d'espaces publics de partage et de convivialité</p> <p>*****</p> <p>Glossaire  RPI : Regroupement Pédagogique Intercommunal  DD Développement Durable  EAJE : établissements d'accueil du jeune enfant  TAP : Temps d'Activité Scolaire  ALAE : Accueil loisir activité extrascolaire  ALSH : Accueil loisir sans hébergement  EHPAD : Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes</p>	<p>→ Pas de maison de services aux publics</p> <p>→ Peu de salles de convivialité ou de maison des associations ou de tiers lieux sociaux</p> <p>→ Peu de gymnases, de salles de sport qui sont soit vieillissantes, soit obsolètes</p> <p>→ Peu de terrains de sports collectifs et manque de terrains synthétiques praticables toute l'année</p> <p>→ Pas de piscine couverte pour l'apprentissage scolaire</p> <p>→ Problème de santé publique à court terme (médecins généralistes, spécialistes...)</p> <p>→ Malgré une offre de places en EHPAD* et d'intervention des services de soins infirmier à domicile (SSIAD) satisfaisants, présence d'une forte demande</p> <p>→ Des centres bourgs vieillissants et des résidences principales inadaptées (insalubrité, indécence...)</p> <p>→ Méconnaissance des aides sur la rénovation énergétique</p> <p>→ Peu d'aires d'accueil des gens du voyage</p>	<p><b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b></p> <p>Infrastructures &amp; Equipements</p> <p>-Création des services essentiels à la population : maisons de services au public (C3G - CCVA - CCF)</p> <p>-Création d'espaces associatifs, de convivialité et de partage (Montastruc, Garidech, Montjoire) des lieux intergénérationnels et des tiers lieux sociaux (Bouloc, Rouffiac, Montberon, Villeneuve les Bouloc...)</p> <p>- Renforcer les EAJE, ALSH, TAP, espaces accueil et loisirs enfants et adolescents (Lapeyrouse Fossat, Roquesérière, Cadours, Saint Rustice, Castelnau d'Estrétefonds...)</p> <p>-Construire des cuisines centrales pour la restauration collective de qualité et en circuits courts</p> <p>-Aménager des lieux adaptés pour l'accueil des gens du voyage</p> <p>-Installer une maison de santé pluri-professionnelle (Fronton et sur la CCVA)</p> <p>-Développer les équipements sportifs couverts (gymnases, dojo, salles de danses...), les stades de plein air (terrain de foot, rugby ....) et des espaces de pratiques sportives (City Park, multisports...) à Daux, Verfeil, Lapeyrouse Fossat ou des espaces sportifs mutualisés</p> <p>Piscine couverte d'apprentissage : réaliser une ou plusieurs pôles nautiques pour l'apprentissage</p> <p>Disposer des minibus pour le transport de publics dépendants (dont les jeunes) et mutualiser leur utilisation</p> <p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <p>Prioriser la création de services qui permettent aux femmes d'avoir un égal accès à l'emploi</p> <p>Expérimenter des solutions alternatives à l'EHPAD pour l'accueil des personnes âgées dépendantes : projet d'installation d'une résidence personnes âgées à Larra</p> <p>Créer des espaces ressources pour les aidants</p> <p>Favoriser l'inclusion sociale et l'insertion socio professionnelle des publics en difficulté</p> <p>Soutenir et amplifier les actions des ateliers et associations d'insertion professionnelle du territoire (Jardin Du Girou à Gragnague - l'atelier des Violettes à Montaigut sur Save)</p> <p><b>MISE EN RESEAU</b></p> <p>Soutenir et diffuser les coopérations (collectivités entreprises associations)</p> <p>Mutualisation de services des collectivités</p> <p>Accompagner le mouvement associatif lors de son développement : DLA</p> <p>Amplifier la démarche de lien entre entreprises, territoire et associations</p> <p>Continuer les actions de formation et d'information du Forum Social</p> <p><b>COMMUNICATION</b></p> <p>Création d'outils de communication vers le public et ou les professionnels (répertoire social...).</p>

## 2. La dynamisation des centres-bourgs, la rénovation de l'habitat et le soutien aux commerces de proximité dans les centres villes /centres-bourgs

Atouts	Faiblesses	Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire
<p>→ Accueil de population jeune et active</p> <p>→ Richesse, diversité et vitalité du milieu associatif</p> <p>→ Création de logements sociaux pour une meilleure mixité sociale</p> <p>→ Démarche engagée sur Grenade sur Garonne, Fronton, Villemur sur Tarn, Boulac à traduire en opérations</p> <p>→ Diagnostics en cours pour la réhabilitation et/ou la requalification de centres-bourgs (Merville, Castelnau d'Estrétefonds, Daux, Montberon, Paulhac, Saint-Geniès-Bellevue...)</p> <p>→ Prise en compte du DD* dans les opérations urbaines</p> <p>→ Existence d'espaces publics de partage et de convivialité (squares, jardins familiaux...)</p> <p>*****</p> <p>Glossaire DD Développement Durable</p>	<p>→ Coût de l'accueil des populations (infrastructures-fonctionnement)</p> <p>→ Equipements et infrastructures en décalage avec l'accueil de populations</p> <p>→ Peu de salles de convivialité, de maison des associations, du temps libre...</p> <p>→ Des logements périurbains inadaptés au vieillissement de la population</p> <p>→ Des logements vieillissants et ou inadaptés en centre-bourg</p> <p>→ Peu de locatif social et/ou privé</p> <p>→ Peu de logements adaptés au vieillissement ou handicap</p> <p>→ Des centres bourgs vieillissants inadaptés aux contraintes et demandes des habitants</p> <p>→ Désertification des centres bourgs : disparition des commerces et de la vie sociale</p> <p>→ Phénomène de périurbanisation sur l'ensemble du territoire</p>	<p><b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b></p> <p><u>Accompagner les démarches en cours ou en émergence :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Aider la reconquête sociale des centres villes et leur dynamisation socioéconomique par des travaux d'aménagement urbain et de traitement de l'espace public (Grenade, fronton, Villemur...)</li> <li>– Travailler sur l'aménagement, l'accessibilité pour tous des centres bourgs et la densification douce à l'exemple de Boulac : Montberon, Saint Geniès Bellevue)</li> <li>– Mailler l'urbain, les centres bourgs et lier les quartiers périphérique avec des liaisons douces (CCCB – CCF-CCSGCC) et réaliser des cheminements doux pour l'accessibilité sécurisée à tous des équipements et services</li> <li>– Réaliser des logements sociaux dans chaque opération urbaine, intégrer les problématiques des populations jeunes, vieillissantes et handicapées dans les opérations urbaines</li> <li>– Proposer la réalisation d'OPAH (Opération Programmée Amélioration Habitat) pour la résorption de l'indécence et de l'insalubrité</li> <li>– Créer des espaces partagés : places, squares, bases de loisirs, jardins collectifs, jardins familiaux, base de loisirs à Fronton, d'activités socioéconomiques à Paulhac et à Daux, multiservice à Launac...</li> </ul> <p><u>Infrastructures &amp; Equipements</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Favoriser l'implantation et la création de commerces et services essentiels à la population dans les centres bourgs</li> <li>– Accompagner la création de vie sociale ou économique pour créer des lieux d'animation</li> <li>– Expérimenter des solutions alternatives en centre bourg pour l'accueil des personnes vieillissantes et dépendantes</li> <li>– Dynamiser les centres bourgs par la vie sociale quotidienne avec les services publics et marchands (ex : maisons de services au public)</li> <li>– Implanter les espaces associatifs, de convivialité et de partage (Montjoire) des lieux intergénérationnels et des tiers lieux sociaux (Boulac, Rouffiac, Montberon, Villeneuve les Boulac...)</li> <li>– Connecter les lieux de vie par des voies douces multi-usagers (poussette, vélo, fauteuil roulant...)</li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <p><u>Services publics et marchands</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Prioriser la création de services (publics, associatifs et marchands) dans les centres bourgs</li> <li>☒ Inciter à l'usage du droit de préemption commercial</li> <li>☒ Mettre en place des managers de centre-ville et mutualiser à un niveau pertinent.</li> <li>☒ Expérimenter des solutions alternatives pour l'accueil des personnes âgées en centre bourg</li> <li>☒ Créer des espaces ressources pour les aidants, des espaces de vie et d'accueils temporaires pour personnes dépendantes</li> </ul>

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
		<b>MISE EN RESEAU</b> -Soutenir et diffuser les coopérations (collectivités entreprises associations) -Continuer les actions de mutualisation entre les acteurs et partenaires sociaux- Créer des services itinérants  <b>COMMUNICATION</b> Inciter à la rénovation énergétique (communication/ lutte habitat indigne....) Création d'outils de communication (répertoire économique, social, objets connectés, site....)

### 3. L'attractivité du territoire

#### 3.1. L'activité économique traditionnelle

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
→ Des zones d'activités avec des disponibilités pour l'accueil → Des activités et des emplois en développement dans le transport et la logistique  → Un réseau d'aide et d'accompagnement pour les créateurs  → Des créations d'entreprises artisanales/ commerciales  → Potentiel d'entreprises RGE sur le territoire pour la rénovation énergétique  → Une économie présentielle forte	→ Pas de ZAE à thèmes  → Peu de location d'immobiliers d'entreprises  → Fragilité des entreprises, notamment commerces et artisanat et auto  → Peu d'entreprises TIC  → Peu d'échanges entre les mondes de la recherche et de l'entreprise  → Des centres bourgs vieillissants, peu attractifs	<b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b>  <b>Activités économiques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Développer une économie respectueuse de l'environnement               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Implanter des zones d'activités et d'emplois non délocalisables auprès des pôles ruraux (4C)</li> <li>→ Densifier et optimiser le foncier disponible avant d'ouvrir de nouvelles zones</li> <li>→ Réhabiliter, requalifier la zone d'activités de Merville 2</li> </ul> </li> <li>○ Développer les énergies renouvelables ou alternatives (y compris sur toitures existantes ou nouveaux projets)</li> <li>○ Dédier une zone d'activités thématisée sur l'accueil d'entreprises blanches, agro-ressources, bio matériaux, Valorisation Agricole Non Alimentaire (VANA)               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Créer une zone thématique (Ecopole à Merville)</li> </ul> </li> <li>○ Créer un hôtel d'entreprises, et des tiers lieux, relais d'entreprises : faciliter et accompagner le télétravail et le coworking :               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Création d'un espace ressources dédié à l'activité et l'emploi (CCSG)</li> <li>→ 3 projets de tiers lieux en centre bourgs</li> </ul> </li> <li>○ Miser sur l'implantation des entreprises à forte valeur ajoutée avec la proposition de TIC fortes               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Etendre et renforcer le rôle moteur de la zone Eurocentre– CCF</li> <li>→ Miser sur l'innovation et la recherche développement dans la zone Ecopole –CCSG</li> <li>→ Reconvertir une partie des friches Brusson à Villemur</li> </ul> </li> </ul>

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
<p>→ Une ossature de centres-bourgs, pôles d'échanges commerciaux</p> <p>→ Une grande agriculture qui façonne le territoire</p> <p>→ Une diversité de productions</p> <p>→ Deux AOC sur le territoire</p> <p>→ Des « niches » agricoles</p> <p>→ Un espace test pour former les maraichers</p> <p>*****</p> <p>Glossaire RGE Reconnu Garant de l'Environnement</p>	<p>→ Concurrence entre foncier agricole et foncier urbain</p> <p>→ Coût de la reprise installation d'exploitation agricole</p> <p>→ Difficulté à répondre aux commandes pour les producteurs locaux en circuits courts</p> <p>→ Pas de coordination entre les collectivités et les entreprises locales</p> <p>→ Pas de passerelles d'approvisionnement entre les productions locales agro-alimentaires et les collectivités</p>	<p><b><u>Artisanat et commerces</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Continuer les démarches engagées pour la revitalisation des centres bourgs (Grenade, Fronton, Villemur...)</li> <li>○ Engager et renforcer la fonction commerciale des centres bourgs avec des aménagements (OMPCA) ou par <ul style="list-style-type: none"> <li>→ La rénovation et la réinstallation de locaux pour une activité commerciale dans les villages (Lapeyrouse-Villematier- Daux- Merville- Larra...)</li> <li>→ L'aménagement urbain (ex : Bouloc, Paulhac, Montberon...) pour développer et amplifier la vie économique et commerciale dans les centres -bourgs</li> <li>→ L'aide à la création, l'installation ou la modernisation du commerce et de l'artisanat en centre bourg</li> <li>→ La création d'une zone commerciale à Grenade</li> </ul> </li> <li>○ Favoriser l'activité liée aux économies d'énergie (bâtiments publics et privés) <ul style="list-style-type: none"> <li>→ L'accompagnement de l'artisanat pour développer ses compétences dans ce secteur en pleine expansion avec des chantiers publics (Bazus, Villematier)</li> </ul> </li> </ul> <p><b><u>Agriculture</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Développer les circuits courts du particulier au monde de la restauration collective..... <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Création de restaurants collectifs et cuisines centrales (Launac – CCF)</li> <li>→ Soutenir les initiatives des agriculteurs pour le débouché de leur production (Maison de l'Ail, caves, diversification de l'activité, magasin fermier...)</li> </ul> </li> <li>○ Pérenniser l'installation des maraichers : partenariat SAFER, agriculteurs, collectivités territoriales... <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Développer les actions sur la maîtrise du foncier agricole des collectivités</li> <li>→ Soutenir les outils pour caractériser les potentialités du terroir viticole de l'appellation Fronton</li> </ul> </li> <li>○ Se positionner sur l'AAP « Programme National Alimentation » pour un Projet Alimentaire Territorial : développer des outils pour l'approche globale en restauration collective, le choix des approvisionnements, locaux ou bio, la réduction du gaspillage alimentaire...</li> </ul> <p><b><u>Economie solidaire / Economie circulaire :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Candidater sur un appel à projet d'économie solidaire : Pôle Territorial Création d'Emplois et développer ce champ d'activités sur le Pays</li> <li>○ Créer une recyclerie (thèmes récurrents : mobilité- insertion)</li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prospector sur les métiers non délocalisables et en tension (logistique, agriculture, commerce, restauration, tourisme...) avec une Gestion Territoriale des Emplois et Compétences, en lien avec les structures locales</li> <li>○ Développer des actions de formation sur ces emplois de territoire (MCEF, consulaires, PE, ML 31...)</li> <li>○ Accompagner les chefs d'entreprises dans leur recrutement / évolution</li> <li>○ Réaliser une étude de faisabilité de tiers lieux sur tout le Pays</li> </ul>

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
		<b>MISE EN RESEAU</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Créer du lien entre collectivités locales, producteurs restaurateurs, etc...</li> <li>○ Participer à l'expérimentation des usages numérique pour développer l'activité de la mobilité <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Lier intimement l'activité économique et la mobilité (CCVA)</li> </ul> </li> <li>○ Accompagner les associations d'insertion <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Soutenir le réseau de l'insertion professionnelle autour du maraichage (Atelier des violettes- JDG)</li> </ul> </li> <li>○ Aider au développement des réseaux de distribution</li> </ul> <b>COMMUNICATION</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Trouver une articulation et une visibilité avec les acteurs du développement économique (Région-Europe...)</li> <li>○ Créer une marque, un label, un sigle du territoire <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Développer le partenariat avec les chambres consulaires et les syndicats professionnels pour élaborer une stratégie de marque locale</li> <li>→ S'appuyer sur les labels existants pour en développer d'autres avec la CA 31</li> </ul> </li> <li>○ Soutenir et diffuser les coopérations et bonnes pratiques entre collectivités et entreprises</li> <li>○ Promouvoir les actions de l'économie solidaire (journée, téléthon solidaire...)</li> </ul>

### 3.2 Une économie à fort potentiel : le tourisme

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
→ Maison des Vins et du Tourisme à Fronton, le domaine de Bonrepos Riquet, la rivière « Tarn » → La valorisation de sentiers pédestres, équestres, cyclables,... → Des itinéraires de découvertes d'intérêt régional : la route des vins AOP Fronton + AOC ail violet de Cadours → Des empreintes paysagères caractéristiques de la diversité : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'habitat gascon, les moulins, et le travail de la terre vers le canton de Cadours, l'ail violet AOC.</li> <li>• Les halles et pigeonniers en Save et Garonne, un patrimoine remarquable, agrotourisme très présent.</li> <li>• Les loisirs et découvertes autour du Tarn et la forêt de Buzet vers Val'Aïgo, la découverte du cœur historique et industriel de Villemur.</li> <li>• Les cabanes de vignes, la route des vins</li> <li>• Le patrimoine religieux et culturel articulés aux chemins de randonnée (dont un jacquaire) valorisés en Girou</li> </ul>	→ Pas de très « Grands sites » touristiques → La rivière Tarn non navigable, qui pourrait pourtant permettre le désenclavement d'une partie du territoire, par son accès - eau et terre - → Concurrence entre les territoires périphériques : positionnement pour le créneau de « poumon vert toulousain » → Concurrence avec les territoires voisins sur l'axe « pleine nature » (Pyrénées, Tarn, Aveyron) → Peu d'hébergements touristiques de qualité (4 680 lits au total) → Peu d'hébergements collectifs de grande capacité	<b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <u>Favoriser la création d'un projet touristique économique qui valorise les ressources patrimoniales naturelles et culturelles</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Création et/ou renforcements d'espaces marketing touristiques afin de renforcer l'attractivité et l'économie touristique du territoire (ex: espace de réception-séminaire de la Maison du jardinier de Bonrepos Riquet, ouverture d'un espace dédié à la valorisation de l'AOC Ail violet de Cadours, ouverture d'un espace « IVSO » dédié à la valorisation-commercialisation de l'AOP Fronton, ouverture d'un espace muséal de la Vigne, bistrots de pays...)</li> </ul> </li> <li>○ <u>Renforcer et développer des itinéraires de randonnée (pédestre (GR, voies vertes, ...), cyclable, équestre) en liant les territoires, en proposant des signalétiques par thèmes :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Produits locaux de notoriété pouvant 'servir' à la capitale régionale (route des vins, ail, ...)</li> <li>→ Autour du thème « Campagne de Toulouse », proposer une offre performante pour les familles (zones de piques niques, aires de campings car, + tous les projets pouvant renforcer la navigabilité du Tarn (piscine d'eau vives, implantation péniches et/ou barges, etc.)</li> </ul> </li> </ul>

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Une identité touristique en cours de construction autour de la marque Pays Tolosan</li> <li>→ 6 OTSI et 8 ETP qualifiés en charge de l'action touristique à l'échelle communale et/ou intercommunale</li> <li>→ Une habitude de travailler ensemble entre ces structures</li> <li>→ 240 emplois salariés, et 164 entreprises (hébergements, restaurants, loisirs récréatifs, sites, agences...)</li> <li>→ Des dépenses liées aux nuitées et excursions : 13 900 000 €</li> <li>→ Plus de 186 000 excursionnistes / Plus de 40 000 visiteurs par an sur les manifestations (saveurs et senteurs, 31 notes d'été, fête de l'ail, Festi'bout'chou, Wassa'n Africa, etc...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Peu de voies vertes ou vélos routes</li> <li>→ Tourisme peu exploité en tant qu'outil économique par les EPCI</li> <li>→ Informations et signalétiques touristiques quasi inexistantes, avec des outils de communication disparates</li> <li>→ Pas de proposition commerciale touristique à l'échelle du pays</li> </ul>	<p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ S'organiser autour de mises en communs de moyens sur un plan technique et humain : <ul style="list-style-type: none"> <li>→ la gestion internet et l'animation numérique du territoire</li> <li>→ la valorisation des itinéraires de randonnée</li> <li>→ la création d'offres, de produits touristiques, d'un évènement touristique fédérateur, ...</li> </ul> </li> <li>○ La commercialisation d'offres oenotouristiques et agrotouristiques (rencontres gourmandes, réseau « Bienvenue à la ferme », « Bistrot de Pays »...), etc.</li> <li>○ S'engager pour l'obtention du label Vignoble et Découverte avec l'ensemble du vignoble de Fronton (CD31 et CD82)</li> </ul> <p><b>MISE EN RESEAU</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Renforcer le positionnement des offices de tourisme comme acteurs incontournables de développement touristique par des opérations d'animation à l'échelle du PETR</li> <li>○ Développer les actions et les moyens communs, et aller pas à pas vers une action structurante</li> <li>○ Réponse à l'Appel à Projet SPôTT (octobre 2016)</li> </ul> <p><b>COMMUNICATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Développer une méthodologie pour des outils communs (topoguides Rando familles, brochures idées weekend, cartographie, guide, ...)</li> <li>○ Développer une méthodologie commune pour la promotion du territoire (site @, signalétique,...)</li> </ul>

#### **4. Les mobilités et l'accessibilité au territoire**

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Présence de 2 autoroutes (A68 – A62)</li> <li>→ Présence de deux lignes de chemin de fer (Toulouse/ Albi- Toulouse / Montauban)</li> <li>→ Présence de 1 gare et 3 haltes ferroviaires (Castelnau d'Estrétefonds, Montastruc la Conseillère, Gragnague, Roquesérière)</li> <li>→ Renforcement de la desserte en TER</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Une place prépondérante de la voiture</li> <li>→ Trafic routier intense au niveau des axes principaux et secondaire, à proximité des autoroutes et ZA</li> </ul>	<p><b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Accompagnement à la mise en œuvre d'un territoire connecté : connaître, analyser et informer le tout en open data et cartographie <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de l'information voyageur et multimodale</li> <li>• Développement de l'innovation dans le domaine des transports (véhicules hydrogène, covoiturage dynamique...)</li> </ul> </li> </ul>

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
→ Présence de 3 lignes de bus à haut niveau de services ligne HOP ! du conseil départemental. Renforcement de la ligne Hop ! Entre 12h et 14h00 → Augmentation des places de parking à la gare de Castelnau d'Estrétefonds → Des entreprises innovantes sur le territoire dans le domaine de la mobilité → Expérimentation de solutions innovantes sur les usages numériques pour la mobilité en périurbain → Présence d'aire de covoiturage spontanée → Lien vers des lignes structurantes Tram et Métro → Liaison avec la métropole →	→ Manque de prospective et de lien entre les capacités d'urbanisation et les moyens de mobilités existants → Peu d'analyse d'impacts des projets structurants (TGV, Pont sur la Garonne, parc des expositions....) → Manque de liaison entre Castelnau d'Estrétefonds / aéroport → Aménagement de la gare de Gragnague (parking, connexion autre mode de transport...) → Déplacements transversaux et internes aux territoires difficiles → Des pratiques et des offres de covoiturage en développement mais manque de visibilité → Manque d'aire de covoiturage aménagé et de Hub multimodal → Manque de sécurisation pour les déplacements mode doux → Manque de liaison douce notamment vers des pôles (sportifs, culturel...) → Difficulté de déplacements des jeunes, des personnes en manque d'autonomie de mobilité dans les déplacements transversaux → Peu de transports à la demande et de rabattement vers les pôles multimodaux dans et hors territoire → Une offre de transport en commun insuffisante ou inadaptée → Manque de connaissance et de diffusion de l'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'une offre multimodale et légère générée à partir de la demande des usagers</li> <li>• Aménagement des aires de covoiturage (Cadours, Merville, Larra, Castelnau d'Estrétefonds, Eurocentre, Villemur, Garidech, Verfeil, Gragnague, Bessières, Castelmaurou, Pechbonnieu....)</li> <li>• Construction des nœuds d'échange (ou hubs) attractifs permettant un rabattement efficace. Grace à une approche servicielle nouvelle, générer l'attractivité dans des hubs qui permettront de centraliser et donc des massifier les flux puis de les redistribuer vers des modes alternatifs.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Accompagner le développement des modes doux (réseau liaisons douces de la CCCB de la CCSG, requalification urbaine dans les centres- bourgs, liaison entre voie verte et commune de la CCVA....)</li> <li>○ Investir dans l'offre de vélos électriques sur les pôles de rabattement ou touristiques</li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Etude/Accompagnement / déploiement du territoire connecté</li> <li>○ Réalisation à l'échelle du territoire d'un schéma des modes doux</li> </ul> <p><b>MISE EN RESEAU</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mise en réseau des acteurs de la mobilité</li> <li>○ Coopération territoriale : Contrat de réciprocité entre métropole et Pays</li> </ul> <p><b>COMMUNICATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Informer les citoyens sur l'offre de transport existante</li> <li>○ Soutenir et diffuser les coopérations et bonnes pratiques</li> <li>○ Promouvoir les actions innovantes dans le domaine de la mobilité</li> <li>○ Sensibiliser aux modes doux</li> </ul>

## 5. La transition écologique et énergétique

### 5.1. Un cadre de vie de qualité : «La Petite Toscane»

<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>	<i>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Un territoire riche en espace naturel et diversifié (forêt, cours d'eau, vallée de la Save, du Tarn, du Girou, de la Garonne, des bois et un système bocager (haie champêtre...))</li> <li>→ Des espaces agricoles et viticoles, des gravières (restitution écologique)</li> <li>→ Poumon vert de Toulouse</li> <li>→ Des espaces forestiers majeurs (forêt de Buzet et de Bouconne, du Burgaud)</li> <li>→ Une biodiversité remarquable - Flore protégée</li> <li>→ Réseau d'acteurs autour de la biodiversité et de l'éducation au développement durable (lycée d'Ondes, associations...)</li> <li>→ Des espaces protégés (ZNIEFF, Natura 2000, ZICO, Arrêté préfectoral de biotope)</li> <li>→ Une production de déchets par habitant peu importante sur le territoire</li> <li>→ Six déchetteries bien réparties sur le territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Des espaces naturels peu valorisés</li> <li>→ Une biodiversité méconnue du grand public</li> <li>→ Espaces naturels méconnus et modalités d'accès difficiles du grand public</li> <li>→ Une ressource en eau sous pression qualitative et quantitative en raison des activités domestiques et économiques</li> <li>→ Par de déchèterie pour les professionnels</li> <li>→ Pas de plateforme de stockage pour les déchets verts</li> <li>→ Effet de l'urbanisation induisant une altération du paysage</li> <li>→ Manque de synergie des réseaux d'acteurs</li> </ul>	<p><b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Aider à la gestion et à la valorisation des espaces verts et naturels</li> <li>○ Accompagner le renforcement sur la renaturalisation des espaces publics</li> <li>○ Soutenir les démarches de création d'éco quartier</li> <li>○ Accompagner la réalisation d'un atlas sur la biodiversité.</li> <li>○ Soutenir l'élaboration d'une charte paysagère /charte d'aménagement en lien avec les deux SCoT</li> <li>○ Aider à la mise en œuvre de sentiers pédagogique autour de la biodiversité</li> <li>○ Promouvoir la réalisation de compost (école, immeuble, restaurant...)</li> <li>○ Promouvoir la gestion des déchets verts</li> <li>○ Renforcer le déploiement des fermes initiatives autour de l'éducation au développement durable</li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Développer l'éducation au développement durable dès le plus jeune âge</li> </ul> <p><b>MISE EN RESEAU</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Soutenir les formations pour renforcer la gestion environnementale des espaces verts</li> <li>○ Accompagner les projets et mobiliser les acteurs d'éducation à l'environnement</li> </ul> <p><b>COMMUNICATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sensibiliser à la préservation de l'environnement et au développement durable</li> <li>○ Sensibiliser à la gestion des déchets</li> <li>○ Sensibiliser à la lutte contre le gaspillage alimentaire</li> <li>○ Communiquer sur les économies d'eau afin d'adapter la consommation aux ressources disponibles Informer les citoyens sur l'offre de transport existante</li> </ul>

## 5.2. La transition énergétique

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Potentiel de développement des énergies renouvelables (soleil, bois, géothermie...)</li> <li>→ Un potentiel important en termes de réduction des consommations d'énergie</li> <li>→ Un gisement de déchets organiques pour la méthanisation</li> <li>→ L'énergie hydraulique (Tarn)</li> <li>→ Quelques fermes et bâtiments photovoltaïques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Un éclairage public peu performant</li> <li>→ Des bâtiments publics énergivores</li> <li>→ Un parc de logements privés et publics vieillissant</li> <li>→ Peu de recours aux énergies renouvelables</li> <li>→ Difficulté à intégrer les nouvelles énergies sur les centres historiques, et patrimoine historique</li> <li>→ Manque de connaissance des aides pour la rénovation ou la maîtrise énergétique</li> <li>→ Pas de stratégie sur la transition énergétique (Plan Climat Energie) et sur les stratégies nationales</li> </ul>	<p><b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Renforcer la mise en place d'un éclairage public performant</li> <li>○ Impulser la mise en œuvre d'énergies renouvelable dans les bâtiments communaux</li> <li>○ Accompagner l'installation de chaufferie bois</li> <li>○ Appuyer la rénovation thermique des bâtiments publics</li> <li>○ Inciter à l'autonomie énergétique des particuliers, agriculteurs...</li> <li>○ Impulser le déploiement d'expérimentation de systèmes innovants</li> <li>○ Réhabilitation des centrales hydroélectriques et électriques</li> <li>○ Encourager l'installer de filières de production énergétique non fossile (bois)</li> <li>○ Aider à la gestion et à la valorisation des espaces verts et naturels</li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Installer un Espace Information Energie</li> <li>○ Développer les opérations citoyennes d'économies d'énergie (ex : FAEP)</li> <li>○ Mettre à disposition un Conseiller en Energie Partagé (CEP) pour les collectivités</li> <li>○ Accompagner les collectivités à la baisse / maîtrise des consommations et dépenses énergétiques du patrimoine communal (bâtiments, éclairage public, véhicules).</li> <li>○ Diagnostiquer le potentiel et la faisabilité des projets sur les énergies renouvelables (bois, méthaniseur, ferme éolienne ou photovoltaïque...)</li> <li>○ Se positionner comme futur Territoire à Energie Positive et à Croissance Verte (TEPCV)</li> </ul> <p><b>MISE EN RESEAU</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Travailler sur la sensibilisation aux économies d'énergie</li> </ul> <p><b>COMMUNICATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Développer les actions de sensibilisation aux économies d'énergie</li> <li>○ Informer les habitants sur les énergies renouvelables</li> </ul>

## 6. La cohésion sociale

### 6.1. La jeunesse

<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>	<i>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</i>
<p>→ Une population jeune et active</p> <p>→ 26 % de la population a moins de 20 ans</p> <p>→ 35 000 habitants supplémentaires d'ici 2030</p> <p>→ Des RPI* et des réouvertures d'écoles</p> <p>→ Richesse et vitalité du milieu associatif</p> <p>→ Création d'espaces publics intergénérationnels, lieux de partage et de convivialité</p> <p>→ Implantation d'un nouveau lycée général attendu dans le secteur Est Haute-Garonne- et Ouest du Tarn (trois candidatures : Gragnague, Bessières et Buzet sur Tarn)</p> <p>*****</p> <p><b>*Glossaire</b></p> <p>RPI : Regroupement Pédagogique Intercommunal</p> <p>DD Développement Durable</p> <p>EAJE : établissements d'accueil du jeune enfant (crèche/halte-garderie- micro crèche-MAM...)</p> <p>TAP : Temps d'Activité Scolaire</p> <p>ALAE : Accueil loisir activité extrascolaire</p> <p>ALSH : Accueil loisir sans hébergement</p> <p>CAJ – BIJ : Centre Accueil Jeunes – Bureau Info Jeunes</p>	<p>→ Augmentation des besoins de la population jeunes</p> <p>→ Petite enfance : peu d'EAJE* avec de fortes amplitudes horaires</p> <p>→ Education : création de classes, création ou extension de groupes scolaires</p> <p>→ Ecole numérique : disparité de l'équipement, des formations et de l'enseignement</p> <p>→ TAP- ALAE/ALSH* primordiale pour les actifs, notamment les femmes (égalité d'accès à l'emploi)</p> <p>→ Problème du temps de transport scolaire ou extra-scolaire</p> <p>→ Peu d'équipements dédiés aux préado et adolescents</p> <p>→ Equipements sportifs surchargés ou obsolètes</p>	<p><b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Favoriser l'implantation et la création des services essentiels à l'accueil et à l'intégration des jeunes de la petite enfance à leur entrée dans le monde des adultes, dans tous les bassins de vie du Pays</li> <li>○ EAJE, TAP, ALSH espaces accueil et loisirs enfants et adolescents : une dizaine de projets recensés sur tous les bassins de vie du territoire (Lapeyrouse Fossat, Cadours, Saint Rustice, Castelnau d'Estrétefonds, Boulloc, ...)</li> <li>○ Lier les espaces d'activités sportives et de loisirs aux pratiques scolaires et extra scolaires pour mutualiser leur utilisation</li> <li>○ Soutenir les créations, extensions et aménagements des écoles publiques (maternelle et primaire) pour les communes de la 4C qui, du fait de leur fusion avec la CCSG, voient la compétence « Affaires scolaires », transférée à l'EPCI depuis sa création, restituées aux communes au 1<sup>er</sup> janvier 2017.</li> <li>○ Faire de l'école numérique une priorité du territoire</li> <li>○ Acquérir des minibus pour le transport de publics jeunes et mutualiser leur utilité</li> <li>○ Implanter le lycée général : créer les équipements sportifs et socioculturels avec des itinérances douces jusqu'aux transports collectifs (gare- autobus)</li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prioriser la création de services qui permettent aux femmes d'avoir un égal accès à l'emploi</li> <li>○ Soutenir et diffuser les coopérations (collectivités entreprises associations)</li> <li>○ Mise en réseau et mutualisation de services jeunesse</li> <li>○ Créer une Maison de l'Adolescence en lien avec les services du CD 31</li> </ul> <p><b>COMMUNICATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Création d'outils de communication vers ce public</li> </ul>

## 6.2. La culture

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>	<b>Actions et opérations proposées par les acteurs du territoire</b>
<p>→ Activité culturelle sur le Pays intense :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• festival Musiques en vignes dans le Frontonnais, ancré dans le paysage culturel du territoire</li> <li>• projet éducatif de l'école de musiques actuelles de Grenade Sur Garonne, Multimusiques</li> <li>• fabrique marionnettique Usinotopie en capacité de développer des projets de résidence pouvant contribuer au développement culturel qualitatif de tout le territoire</li> <li>• autres : programmations culturelles diversifiées (Boulac, Paulhac, Verfeil...)</li> </ul> <p>→ Les acteurs culturels accompagnés dans le cadre du Projet Culturel Territorial 2009-2014 sont en mesure de proposer une véritable intention culturelle fédératrice, avec une logique de mutualisation.</p> <p>→ Amélioration de la structuration des associations culturelles</p> <p>→ Engagement significatif de certaines communautés de communes, bien que n'ayant pas la compétence culturelle.</p> <p>→ Perspective de collaboration entre le privé et le public sous l'angle culturel existe</p> <p>→ Réalisation d'une méthodologie d'actions sur le mécénat pour les associations culturelles.</p> <p>→ Politique de Communication culturelle à l'échelle du pays : radio culturelle et touristique hebdomadaire / un support de communication commun trimestriel</p>	<p>→ Professionnalisation des acteurs encore trop fragile</p> <p>→ Peu ou pas de prise de compétence culturelle des EPCI</p> <p>→ Manque d'espaces dédiés à la culture (salle d'expositions, salle de spectacles, cinéma, théâtre de verdure...)</p> <p>→ Diversité de moyens entre les écoles de musique et de spectacles vivants</p> <p>→ Manque de résidences d'artistes et trop peu développées</p> <p>→ La diversification de fonds (mécénat nature et numéraire) reste encore inexploitée</p> <p>→ La collaboration Privé-Public est très peu utilisée : lien difficile à établir et très chronophage pour les professionnels ou bénévoles</p> <p>→ Avenir du réseau culturel mis en place en danger car très peu de financement pour le fonctionnement (DRAC- Région CD31).</p>	<p><b>INVESTISSEMENTS MATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Créer une « école de musique pôle » à Grenade capable d'accueillir correctement les adhérents (école intercommunale)</li> <li>○ Rénover ou créer de lieux dédiés aux pratiques culturelles</li> <li>○ Faire émerger des tiers lieux socioculturels</li> <li>○ Soutenir les lieux d'accueil culturels structurants existants ou à venir</li> <li>○ Réhabiliter le petit patrimoine culturel /cultuel : orgue Feuga Jungk de 1852 de Fronton, lavoirs...</li> <li>○ Renforcer le positionnement des opérateurs culturels sur des projets autour de l'enfance et petite enfance</li> <li>○ Aménager, rénover les lieux dédiés à la lecture publique : médiathèque et bibliothèques,</li> <li>○ Accompagner les résidences d'artistes temporaires ou permanentes</li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENTS IMMATERIELS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Soutenir l'action culturelle : expositions itinérantes, festivals culturels, saisons culturelles</li> <li>○ Aides à l'émergence de résidences d'artistes sur le territoire notamment pour public jeunes</li> <li>○ Développer les liaisons entre les PME et les acteurs culturels du pays dans un objectif de partenariat et de diversification des fonds</li> <li>○ Renforcer le positionnement des opérateurs culturels déjà identifiés et accompagnés sur la période 2007-2014, comme des acteurs incontournables de développement culturel territorial</li> </ul> <p><b>COMMUNICATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Développer des outils de communication mutualisés, en s'appuyant sur le numérique afin de promouvoir et valoriser l'offre culturelle de tout le territoire (support @, radio, support agenda papier, ..)</li> </ul>

## **7. Etat des lieux des démarches en cours en matière de développement local, de cohésion sociale et d'attractivité**

### **7.1 Bilan des principales mesures des CIR**

Cf. Annexe 2 Tableau suivi des 3 CIR Petr Pays Tolosan – janvier 2017

### **7.2 Stratégie de l'État sur le territoire**

Dans le cadre des travaux sur les deux SCoTs interagissant sur le pays Tolosan, les enjeux de l'Etat s'articulent principalement autour de 2 axes :

- ❖ Renforcer les composantes de l'identité et de l'attractivité du territoire :
  - préserver et développer le potentiel économique agricole existant, développer l'économie générée par cette activité ;
  - préserver de la qualité du réseau hydrographique et la restauration des trames vertes et bleues ;
  - mettre en valeur et protéger le patrimoine architectural et paysager ;
  - développer l'économie touristique ;
  - être vigilant à maintenir attractif les bourgs centres et centres bourgs en privilégiant un développement équilibré des territoires et des usages.
- ❖ Favoriser l'accueil de populations nouvelles et d'emplois pour un développement soutenable :
  - favoriser l'offre de logements et sa diversification à proximité des services publics et des transports en commun ;
  - assurer la cohésion sociale et l'accès, pour l'ensemble de la population, à l'ensemble des services offerts sur le territoire (au niveau d'un bassin de vie) ;
  - veiller à l'équilibre emploi/habitat ;
  - veiller à une meilleure intégration du volet commercial dans les stratégies du territoire ;
  - prendre en compte les risques naturels ;
  - optimiser les déplacements et mise en place d'alternatives numériques ;
  - lutte contre le changement climatique, maîtrise de l'énergie et développement des énergies renouvelables.

La priorité est donnée aux équipements structurants pour le territoire au niveau des bassins de vie, avec pour objectif de mutualiser les équipements pour chaque bassin de vie.

La stratégie de l'État se traduit notamment dans les domaines économiques, de la santé, de la prise en charge des personnes âgées, de la cohésion sociale (accès à la culture, aux pratiques sportives, accueil des mineurs notamment), du numérique, dans les domaines agricoles et environnementaux.

***Dans le champ des orientations précitées, les actions des contrats de ruralité sont susceptibles de bénéficier d'aides de l'État de droit commun.***

***Compte tenu des caractéristiques du territoire du Pays Tolosan, l'État souhaite donner à ce***

***contrat de ruralité comme priorité de répondre aux enjeux de revitalisation des centres-bourgs et de l'accessibilité aux services publics.***

Le préfet de la Haute-Garonne et le conseil départemental se sont par ailleurs engagés conjointement dans l'élaboration d'un schéma départemental d'accessibilité des services aux publics tel que prévu par la loi NOTRe. Sa validation est programmée pour la fin de l'année 2017.

Les préconisations de ce schéma seront déclinées, autant que faire se peut, à travers l'inscription d'opérations spécifiques au sein du contrat de ruralité, notamment au travers de l'axe I du contrat dédié aux services publics et marchands et aux soins.

### **7.3 Dispositifs, schémas territoriaux réalisés et engagés sur le territoire**

Il conviendra de s'appuyer sur :

- La stratégie déclinée dans la candidature Leader 2015-2020 ;
- La stratégie déclinée dans le Contrat Régional Unique ;
- Les grands axes des contrats de territoire du conseil départemental de la Haute-Garonne ;
- Le schéma territorial des infrastructures économiques ;
- Les propositions du schéma territorial d'accompagnement à la personne (STAP) ;
- Les préconisations du schéma territorial des pôles nautiques (STPN) ;
- L'Agenda local 21 ;
- Les orientations du plan global des déplacements ;
- Et de tous les autres schémas existants ou en cours d'élaboration (SCOT-SDAASP-SRADDET- SRDTL ...)

## **III. OBJECTIFS ET PLAN D'ACTIONS OPÉRATIONNEL**

Dans une logique de projet de territoire, le contrat définit **des objectifs** pour les 6 thématiques prioritaires ainsi que celles qui ont été retenues supra au titre des enjeux locaux.

Aujourd'hui, l'appel à projet est une pratique en plein développement qui permet de sélectionner, accompagner et valoriser des projets innovants et exemplaires, qui auraient vocation à être adaptés et déployés sur le territoire. Les subventions reçues permettent d'inciter les collectivités à s'investir dans une politique publique, économique ou sociale déterminée à travers le présent contrat, qui définit un cadre général et invite les structures désireuses à présenter des réponses adaptées.

Les priorités du territoire sont de répondre aux enjeux suivants :

- Conforter l'autonomie économique et la complémentarité des territoires
- Accompagner le territoire vers la transition énergétique et écologique
- Améliorer le cadre de vie, facteur d'attractivité du territoire

Afin d'atteindre ces objectifs, des **actions concrètes et opérationnelles** sont proposées.

**Six objectifs sont visés par le PETR Pays Tolosan d'ici 2020 :**

### ***Objectif 1 : L'accès aux services publics et marchands et aux soins***

L'accueil de nouvelles populations demande une adaptation des équipements et services du territoire. L'attractivité résidentielle dépend des réponses apportées pour le maintien ou l'amélioration de la qualité de vie. Quels que soient les domaines envisagés, les attentes de toutes nos populations sont fortes et nécessitent un accompagnement technique et un soutien financier pour leur réalisation. Cet apport de population, jeune, active est un avantage, un atout formidable pour notre avenir, pour l'attractivité naturelle de notre territoire.

Il doit être soutenu, conforté par le développement d'infrastructures et de services en direction de nos populations pour que ce territoire soit et reste attrayant, attirant et vivant.

C'est sur l'accessibilité et la qualité des services et équipements que le territoire doit investir en concentrant les efforts pour :

- Proposer une offre en équipements et services à la hauteur des attentes des habitants, notamment pour les équipements structurants à l'échelle ou pour l'ensemble du territoire, essentiels pour chaque bassin de vie et de proximité pour les communes ;
- Déployer un service public de qualité et de proximité grâce notamment au développement des usages du numérique et à leur accessibilité ;
- Attirer une population diversifiée avec une politique d'inclusion sociale ;
- Penser ses équipements pour les touristes et excursionnistes qui animent, découvrent ou traversent le territoire (aménagement des centres-bourgs, itinérances douces, réhabilitation du patrimoine bâti ou naturel....).

#### **Objectifs :**

- Accompagnement des personnes du début à la fin de vie ;
- Équipements structurants ;
- Équipements essentiels à chaque bassin de vie ;
- Inclusion sociale et mixité de la population ;
- Relais et services aux publics ;
- Rendre accessible à tous les services publics et les services aux publics ;
- Prendre en compte l'inclusion sociale des nouvelles populations ;
- Ouvrir tous les équipements et services aux habitants mais également aux touristes et excursionnistes qui vivent, animent, découvrent et traversent le territoire (aménagement des centres-bourgs, itinérances douces, réhabilitation du patrimoine bâti ou naturel....).

#### **Outils / Actions existants et/ou à mettre en œuvre :**

- Rénover, adapter ou réaliser des infrastructures et équipements de services collectifs, publics et aux publics de proximité en réponse aux besoins sociaux, sportifs, culturels ou associatifs de la population à l'échelle communale, intercommunale, supra communale ou du PETR ;
- S'appuyer sur les usages numériques pour proposer des solutions innovantes accessibles à tous et en tout lieu ;
- Installer un réseau wifi gratuit dans l'espace public ;

- Travailler pour que les informations sur les services et équipements soient accessibles à tous, non seulement aux habitants mais également aux excursionnistes et touristes.

Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- Répondre aux besoins de la population : infrastructures ou équipements dédiés aux services au public et à la population (santé, loisirs, convivialités, sports...) à Merville, Daux, Bretx, Larra, Cadours, Montaigut sur Save, Saint Paul sur Save, Ondes, Castelnau d'Estrétefonds, Saint Sauveur, Fronton, Villemur, Lapeyrouse-Fossat... ;
- Réaliser pour les services aux publics et à la population des usages numériques accessibles à tous ;
- Accompagner la mise en œuvre des maisons de services au public : projet de la CCVA.

Acteurs et partenaires :

PETR, EPCI compétents, communes, les acteurs du développement social (publics, fondations, associations/Scop/Scic), le GAL Pays Tolosan, Etat, CAF, Région, Département.

## **Objectif 2 : Dynamisation des centres-bourgs, rénovation de l'habitat et soutien aux commerces et artisanats**

Le Pays Tolosan se caractérise par un accueil soutenu de populations jeunes et actives qui va continuer durant les prochaines décennies. Pour répondre à leurs attentes, les collectivités ont développé de nouvelles zones d'habitat à la périphérie des centres bourgs, les laissant se dégrader. La vie sociale et économique les a peu à peu désertés, phénomène amplifié dans les communes dont l'histoire a modelé l'urbanisation.

Il faut donc redynamiser ces centres bourgs en leur apportant les mutations techniques et environnementales propres à attirer une population diversifiée. La résorption de l'habitat insalubre, l'ouverture sur de nouvelles perspectives urbaines et environnementales doivent être privilégiée.

L'activité commerciale et artisanale dans les centres bourgs doit être soutenue pour amener de la vie, de l'activité et des échanges sociaux et économiques.

### **Une reconquête de l'urbain**

Objectifs :

- S'inscrire dans une démarche de reconquête urbaine et de redynamisation des centres bourgs : tiers lieux sociaux, reconquête urbaine, acquisition, rénovation construction de lieux de vie liant social et économie ;
- Utiliser tous les outils existants et les leviers pour dynamiser les centres-bourgs (DPU, bailleurs sociaux et commerces, etc....) ;
- Dynamiser la vie collective et animer les centres bourgs : aménager des espaces publics partagés ou de mixité sociale (jardins partagés, squares, espaces collectifs de repos, de rencontres, de jeux....) ;
- Renforcer la mixité sociale dans la réalisation d'opérations urbaines ;
- Développer un urbanisme de qualité, répondant aux attentes de nos habitants.

#### Outils / Actions existants et/ou à mettre en œuvre :

- Diversifier l'offre de logements, avec une production de logements adaptés, des services économiques et sociaux, ainsi que d'espaces collectifs adaptés aux besoins de nos populations (du jardin d'enfants aux lieux de vie urbains).

#### Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- l'accueil et le développement d'activités sociales, de services artisanaux ou commerciaux dans les centres bourgs au plus près de la population (tiers lieux sociaux, café associatif, équipements culturels.....) : Villemur, Bouloc, Fronton, Grenade, Merville, Saint Loup Cammas, Lapeyrouse, Castelmaurou.... ;
- la lutte de l'habitat indigne, indécents ou insalubre (EIE, dispositifs ANAH, OPAH...) à Grenade sur Garonne ...

#### Acteurs et partenaires :

PETR, EPCI compétents, communes, ANAH chambres consulaires, entreprises, associations, le GAL Pays Tolosan, Etat, Région, Département.

### **L'activité au cœur des bourgs**

Toutes les démarches de revitalisation des centres bourgs intégrant la dimension commerciale et artisanale doivent s'appuyer sur les éléments de réussite suivants :

- ☒ la qualité du partenariat/animation entre les acteurs locaux (chambres consulaires, région, association de commerçants/artisans....)
- ☒ une analyse économique préalable du territoire afin de contextualiser et adapter le projet de revitalisation commerciale/artisanale aux spécificités du territoire
- ☒ une attention particulière à l'ingénierie financière des projets de revitalisation

#### Objectifs :

- Revitaliser les centres bourgs pour le développement commercial et artisanal, priorité absolue pour la période 2016-2020,
- Encourager l'activité à réinvestir les centres bourgs.

#### Outils / Actions existants et/ou à mettre en œuvre :

- Créer des tiers-lieux, des coworking en complément des commerces, artisans et services déjà présents,
- Regrouper et mutualiser ces services (hôtel d'entreprises, télécentres,...).

#### Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- Engager une étude stratégique sur la création ou le développement de tiers lieux économiques, de coworking à l'échelle du PETR ;
- Aider les implantations d'activités économiques de services sociaux et économiques (cafés associatifs, lieux de convivialités socioéconomiques...) Paulhac, Daux, Launac... ;
- Accompagner les initiatives d'aménagement, de requalification des espaces en centres bourgs des collectivités pour créer ou conforter des commerces, artisans et services (Grenade, Fronton, Villemur ....).

#### Acteurs et partenaires :

PETR, EPCI compétents, communes, chambres consulaires, entreprises, associations, le GAL Pays Tolosan, Etat, Région, Département.

### **Objectif 3 : L'attractivité du territoire**

Le PETR Pays Tolosan connaît depuis une vingtaine d'années, une hausse constante de sa démographie, par l'accueil de nouvelles populations, corollaire de sa proximité avec la métropole toulousaine. Cet apport continu de jeunes actifs est un atout formidable pour notre avenir, terreau fertile pour la création d'activités et d'emplois, vecteur de l'autonomie économique territoriale.

Il tire également partie de sa situation géographique, au cœur des dynamiques interrégionales et au carrefour d'axes de dessertes nationales et internationales, illustré par l'implantation de la zone d'activités logistique internationale Eurocentre.

L'activité et l'emploi doivent se développer et se diversifier, tout en s'adossant à l'attractivité et au dynamisme de la métropole toulousaine. L'activité commerciale dans les centres bourgs doit être soutenue, ainsi que le déploiement des activités artisanales sur tout le territoire. L'économie sociale et solidaire, génératrice d'emplois et de richesses non délocalisables devra être encouragée. L'innovation et la recherche seront une priorité pour le développement des usages des TIC.

Le PETR doit installer durablement cette attractivité spontanée, naturelle, par un développement économique qui permettra de :

- ✓ Développer les emplois et l'activité économique sur le territoire ;
- ✓ Améliorer le ratio emploi/habitants ;
- ✓ Conforter les filières existantes ;
- ✓ Soutenir l'innovation et les filières d'activité en devenir ;
- ✓ Adapter et déployer les activités commerciales et artisanales ;
- ✓ Accompagner l'économie présentielle ;
- ✓ Soutenir l'économie solidaire et l'économie circulaire ;
- ✓ Accompagner le développement de l'économie touristique.

Pour mettre en œuvre ce programme ambitieux, le PETR Pays Tolosan va s'appuyer sur plusieurs leviers :

- Soutenir la création et l'implantation d'activités économiques pour développer et diversifier les emplois locaux ;
- Soutenir l'économie circulaire et l'économie solidaire ;
- Valoriser le potentiel agricole, en coordination avec les nouveaux modes de consommation, et l'économie touristique en favorisant la vente en circuits courts des produits bruts ou transformés ;
- Structurer, organiser et développer l'activité touristique, conforter son attractivité et en faire un secteur économique de premier plan ;
- S'appuyer sur les usages numériques pour être un territoire connecté.

### **L'activité économique**

#### Objectifs :

- Accueil d'entreprises et d'emplois respectueux de l'environnement ;
- Organiser la stratégie d'implantation puis créer des tiers lieux ;
- Développement économique autour du numérique ;
- Revitalisation économique des centres bourgs ;
- Développement du tissu économique et artisanal ;

- Agir sur l'accueil des apprentis : l'apprentissage, vivier de compétences et de futurs chefs d'entreprises ;
- Formation des salariés pour adaptation au tissu économique (GTEC) ;
- Développement et structuration de l'ESS et de l'économie circulaire ;
- Utiliser les TIC pour renforcer la politique d'attractivité du territoire.

Outils/actions existants ou à mettre en œuvre :

- Aménager les infrastructures et équipements nécessaires pour l'implantation d'entreprises, notamment la liaison numérique haut débit ;
- Créer les conditions favorables pour attirer les entreprises innovantes, à forte plus-value (Start-ups, R&D, TIC) : tiers lieux orientés innovation, cantine numérique Hacker house, Fablab... ;
- Requalifier les zones d'activités pour une attractivité accrue ;
- Regrouper et mutualiser des services dans un seul équipement dans les zones d'activités (hôtel d'entreprises, télé centres, tiers lieux, coworking...) ;
- Soutenir les démarches de qualité, les organisations de filières économiques ou artisanales, et sur les conditions de vie des apprentis (mobilité, logement, accompagnement social....) ;
- Accompagner l'implantation de structures de l'économie sociale et solidaire et de l'économie circulaire (création d'une épicerie participative circuits courts, recyclerie de vélos) ;
- Intégrer les usages du numériques pour faciliter le développement de l'activité économique.

Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- Adhésion du PETR à la SPL de solidarité territoriale du CD 31 ;
- Réactualiser le STIE en intégrant les préconisations réglementaires des deux Scots dans le SRADDET ;
- Créer, avec la CDMA31 un observatoire économique local : répertoire des activités dans les zones de niveau communal et intercommunal, locaux vacants ou à louer, flash pour recrutement, recherche de savoir-faire, de partenariat, recrutement... ;
- Accompagner la redynamisation des centres bourgs du territoire : ceux qui ont commencé la démarche (Grenade, Villemur, Fronton, Bouloc...) et ceux qui s'y engagent (Daux, Paulhac, Castelmaurou, Lapeyrouse, Merville, Montberon...) ;
- Rédiger, dans le cadre de l'observatoire avec la CDMA un «vade-mecum», guide pratique recensant tous les artisans, par compétences et par communes ;
- Encourager les initiatives des chefs d'entreprises pour l'emploi et la formation ;
- Réaliser les premières applications numériques de services socioéconomiques.

Acteurs et partenaires :

PETR, EPCI compétents, communes, chambres consulaires, entreprises, associations, le GAL Pays Tolosan, Etat, Région, Département.

**Une économie agricole durable et de proximité**

L'activité agricole, très diversifiée, est très prégnante sur notre territoire, et peut s'enorgueillir de compter deux AOC : le vignoble de Fronton et l'Ail violet de Cadours.

Aujourd'hui, elle doit faire face à de grands défis : la préservation du foncier agricole, le renouvellement des générations des chefs d'exploitations, l'installation des « hors cadre familiaux », la diversification de la production, les nouveaux modes et demandes de consommation (circuits courts, production bio) et le développement de filières non alimentaires (VANA).

L'adaptation du monde agricole à ces enjeux sociétaux devra s'effectuer en préservant cette activité économique tout en l'ouvrant à de nouveaux marchés de production, de transformation et de commercialisation. Le potentiel économique agricole peut être amplifié par ses réponses aux nouveaux modes de consommation, en lien avec l'économie touristique, source d'activités et d'emplois non délocalisables.

#### Objectifs :

- Soutenir les projets d'activités agricoles ;
- Aider l'implantation des jeunes agriculteurs avec l'utilisation d'une SPL ou le foncier des collectivités ;
- Renforcer la filière de production bio ;
- Développer la production maraîchère ;
- Soutenir la transformation des produits agricoles ;
- Accompagner la création de plateformes d'approvisionnement demi gros ;
- Appuyer le développement de vente en circuits courts ;
- Permettre à nos agriculteurs d'accéder aux commandes et marchés publics ;
- Rapprocher et connecter les producteurs locaux aux restaurants collectifs ;
- Adapter les unités de restaurations collectives aux produits en circuits courts ;
- Développer les emplois agricoles et l'insertion économique ;
- Evaluer l'expérimentation de l'espace test « Valterra » pour une possible duplication ;
- Encourager la valorisation agricole non alimentaire ;
- Mettre en place une stratégie foncière pour la pérennité / développement de l'activité agricole.

#### Outils/actions existants ou à mettre en œuvre :

- Développer les circuits courts demi-gros dont la filière du maraîchage bio ;
- Soutenir les démarches de qualité, les organisations en filières ou groupements ;
- Créer une coopérative de production et de transformation de produits locaux et/ ou bio ;
- Créer des plateformes de tri, de préparation de demi gros et de légumerie ;
- Adapter les restaurants collectifs pour l'utilisation des produits issus de circuits courts ;
- Attirer et accueillir les créations d'activités de Valorisation Agricole Non Alimentaire (VANA) : bois, miscanthus, méthanisation, chanvre... ;
- Evaluer l'expérimentation l'espace test Valterra pour la formation de chefs d'exploitation ;
- Développer un chantier d'insertion pour la légumerie pour approvisionner les restaurants collectifs (économie circulaire) ;
- Promouvoir les productions locales les Tables Gourmandes, Saveurs et Senteurs, Fête de l'Ail.....

### Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- Elaborer un guide pour rapprocher les prestataires de vente en circuits courts des obligations d'appel d'offres de la commande publique
- Créer un groupement territorial de producteurs pour répondre aux commandes publiques
- Réalisation d'outils techniques pour l'adaptation des produits circuits courts aux demandes des restaurants collectifs (notamment légumerie)
- Créer ou adapter les restaurants collectifs pour l'utilisation des produits issus de circuits courts (Grenade sur Garonne)
- Réaliser un référentiel cartographique pour connaître les potentialités agricoles : zone AOP Fronton : étude parcellaire pour une estimation qualitative à la parcelle, outil d'aide à la décision pour la viticulture et pour le zonage dans les documents d'urbanisme (PLU- Scot)
- Lancer une communication/ promotion pour les produits agricoles en lien avec celle du tourisme

### Acteurs et partenaires :

PETR, EPCI compétents, communes, chambres consulaires, exploitants, groupements et syndicats agricoles, entreprises, associations, le GAL Pays Tolosan, État, Région, Département.

### **Le tourisme, une activité économique en devenir**

Le Pays Tolosan se positionne comme « la campagne toulousaine », c'est-à-dire un espace vivant et diversifié, très marqué, dans son identité, par la proximité géographique, patrimoniale, culturelle et historique avec Toulouse. Il bénéficie d'atouts et de richesses, potentiel de développement touristique : sites culturels et paysagers (Garonne, Tarn, etc.), patrimoine, évènements, accessibilité, etc.

L'activité touristique constitue un secteur économique à part entière : plus de 2000 emplois salariés sont liés à l'économie touristique (restauration, hébergements, commerces). Le poids économique du tourisme est supérieur à 13 millions d'euros. De plus, c'est un territoire accueillant, une base idéale pour rayonner vers les sites touristiques voisins (Gers, Montauban, Toulouse, Albi...).

Il est important de rappeler les outils de qualification de l'offre touristique soutenue par l'État en matière d'accueil (Plan Qualité Tourisme) et d'accessibilité (Label Tourisme et Handicap). Il convient de se rapprocher de ses services pour s'informer sur les mesures incitatives pour les démarches d'investissements touristiques intégrant ces orientations.

Il faut donc mettre en place un projet économique commun et partagé autour du tourisme en se positionnant sur :

- la demande de proximité pour des excursions ;
- l'accueil et l'hébergement de touristes ;
- la construction d'une identité reconnue à l'extérieur du pays ;
- l'articulation des stratégies locales de développement touristique à l'échelle du PETR.

### Objectifs :

- Fédérer/organiser l'offre touristique sur le territoire ;
- Faciliter la commercialisation d'offres oenotouristiques et agrotouristiques (réseau Bienvenue à la ferme, Bistrots de Pays, Tales Gourmandes, Saveurs et senteurs, Fête de l'Ail...) ;
- Créer une activité entre vigne et tourisme sur le bien-être, avec des produits dérivés (cures, soins, produits de beauté...) ;
- Diversifier l'accueil, la restauration et l'hébergement touristique ;
- Renforcer et développer des itinéraires de randonnée (pédestres, équestres, cyclables ...) en liant les territoires et en proposant des signalétiques thématiques ;
- Créer un projet économique protégeant et valorisant les ressources existantes (patrimoniales, culturelles, naturelles....) ;
- Organiser des mises en commun de moyens techniques et/ou humains (animation numérique, création d'offres, outils communs, structuration des offices de tourisme) ;
- Élaborer des outils numériques pour la découverte touristique en lien avec l'agrotourisme, les manifestations culturelles et les événements festifs ;
- Activer et développer un réseau social orienté tourisme .

### Outils/actions existants ou à mettre en œuvre :

- Soutenir et diversifier l'offre d'hébergements et de restauration ;
- Créer et moderniser les structures touristiques (Kélonis, Accrobranches...) ;
- Réhabiliter et développer des espaces dédiés à la valorisation patrimoniale, naturelle et culturelle (écomusées...) ;
- Commercialiser des prestations touristiques : s'appuyer sur le patrimoine et les productions locales (AOP - AOC) ;
- Développer une signalétique commune autour des itinéraires de randonnées existants ;
- Renforcer les activités de pleine nature et de loisirs verts en développant les itinérances douces maillant les territoires, avec des signalétiques thématiques communes (route des vins, producteurs d'ail, pigeonniers...) ;
- Accompagner les premiers projets de mise en navigabilité du Tarn ;
- Réaliser une base nautique et de loisirs à Castelnau d'Estrétefonds ;
- S'appuyer sur les lieux patrimoniaux tels que le château de Bonrepos Riquet ;
- Faire ressurgir la mémoire industrielle des friches Brusson ;
- Renforcer la filière oenotourisme et agrotourisme ;
- Mettre en réseau des acteurs du tourisme ;
- Créer ou renforcer les espaces marketing touristiques pour promouvoir les produits touristiques du territoire : Espace de réception-séminaire au château de Bonrepos Riquet, Maison de l'Ail violet de Cadours, Espace « IVSO » pour la valorisation-commercialisation de l'AOC Fronton, Espace muséal de la Vigne, maison du Potier, bistrots de pays...) ;
- Développer l'accueil dédié aux excursionnistes.

#### Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- Construire ensemble une offre performante pour les familles sur le thème « Campagne de Toulouse » : zones de pique-niques, aires de camping-cars, hébergements diversifiés pour tous publics, projets pouvant renforcer l'identité de territoire d'accueil et de loisirs (piscine d'eaux vives, vélo routes, guinguettes, itinérances douces ...)
- Développer une méthodologie pour des outils communs (topoguides famille, idées weekend, cartographie, guide, ...) et pour la promotion du territoire (site @, signalétique,...) sous format numérique
- Communiquer ensemble sur les événements culturels, festifs, gastronomiques pour promouvoir la saison et les activités touristiques
- Se positionner sur l'Appel à Projet SPÔTT pour avoir une stratégie et des moyens communs pour la meilleure lisibilité de la promotion touristique territoriale.
- Obtenir le label Vignobles et Découvertes

#### Acteurs et partenaires

PETR, EPCI compétents, communes, OT et SI, CDT, CRT, exploitants et syndicats agricoles, privés, entreprises, associations, le GAL Pays Tolosan, Etat, Région, Département.

### **Objectif 4 : Mobilité et accessibilité**

Le PETR Pays Tolosan est situé dans la métropolitaine toulousaine, à forte attractivité, et connaît une poussée démographique conséquente depuis les années 1980. Cette situation s'est d'abord concentrée sur les territoires les plus proches de l'agglomération pour se ressentir aujourd'hui dans tout le territoire du PETR.

Cette attractivité liée en grande partie à sa situation géographique privilégiée, au carrefour des dynamiques métropolitaine et régionales, traversée par des axes de dessertes routières et ferroviaires a eu comme conséquence l'implantation de l'économie présentielle au fur et à mesure de la progression de ces nouvelles populations dans nos bassins de vie.

Cet apport de population, jeune, active est un atout formidable pour notre avenir, pour l'attractivité naturelle de notre territoire.

#### **Des flux tendus**

Mais, ce formidable atout a un revers de taille : la mobilité. Les communes du Pays Tolosan subissent les effets négatifs de la périurbanisation. Les distances de déplacements augmentent (trajet domicile-travail), les offres de transports publics sont insuffisantes pour répondre à une demande trop diluée sur le territoire et la dépendance à l'automobile s'accroît.

Par conséquent, l'accès aux cœurs urbains et aux zones d'emplois devient de plus en plus difficile avec un impact conséquent sur l'environnement. Néanmoins, ce territoire présente des atouts considérables : la présence d'une aire urbaine très dynamique à proximité (Toulouse), une zone d'emploi polarisée (zone aéronautique), une bonne irrigation en infrastructures structurantes (routes, autoroutes, voies ferrées).

En parallèle, apparaissent de nouvelles solutions de mobilité, comme le covoiturage, l'auto-partage, les cars express ou même la «non-mobilité» comme le télétravail. Ces solutions sont en majeure partie basées sur des innovations liées au numérique et permettent d'inverser la manière de voir la mobilité : de la logique de l'offre à celle de la demande.

Le territoire dispose d'un savoir-faire local qui permettrait d'en déployer un certain nombre. Ceci est une chance, tant pour améliorer les conditions de déplacements que pour soutenir l'emploi au niveau local. Il doit être conforté par le développement d'infrastructures et de services pour nos populations afin de rendre ce territoire attrayant, attractif et vivant.

Le PETR doit installer durablement cette attractivité spontanée, avec des objectifs stratégiques affirmés :

- Améliorer l'accessibilité du territoire ;
- Développer l'utilisation des modes alternatifs à l'automobile ;
- Réduire les engorgements aux heures de pointes ;
- Offrir des solutions pour bouger autrement : soutenir l'expérimentation, l'innovation et la Recherche Développement ;
- Devenir un territoire connecté ;
- Miser sur les entreprises à haute valeur ajoutée utilisant les TIC.

Pourtant, le PETR doit se projeter d'ici une dizaine d'années : il n'y a pas de grands projets concernant l'accessibilité ou la voirie, cependant l'accueil de 15 000 personnes est prévu sur le territoire. Il faut donc imaginer une autre mobilité, une évolution des modes de déplacement, une véritable mutation des comportements.

A ce titre, le PETR doit être force de propositions, interface et interlocuteur privilégié des Autorités Organisatrices des Transports ainsi que de la métropole toulousaine.

### **Changer les comportements**

L'attractivité résidentielle dépend des réponses apportées pour la qualité de vie, dont l'accessibilité et la mobilité sont des composantes essentielles. Les attentes de toutes nos populations sont fortes et nécessitent un accompagnement technique et un soutien financier pour leur réalisation. C'est un véritable changement du comportement vis-à-vis de la mobilité qu'il faut initier.

#### Objectifs :

- Adapter les enjeux de la mobilité et de la transition énergétique à l'horizon 2030 ;
- Être l'interlocuteur et le partenaire des AOT pour les besoins et projets du territoire ;
- Installer une solution « grande banlieue » adaptée à notre territoire et notre densité ;
- Lancer des projets identifiés et duplicables sur le territoire :
  - Favoriser les déplacements doux,
  - Créer des itinérances douces,
  - Permettre des liaisons transversales,
  - Créer et conforter des pôles multimodaux ;
- Exploiter le potentiel du territoire en mettant en valeur l'existant et les habitants ;
- Créer de nouvelles richesses en connectant les hommes et les services du territoire ;
- Améliorer la couverture réseau en débit (fibre- wifi....) ;

- Expérimenter et développer les applications et objets connectés propres à notre territoire ;
- Trouver les liens et partenariat avec la métropole : vision partagée, hub partagé, richesses partagées... ;
- Lancer des projets identifiés et duplicables sur le territoire :
  - Installer les objets connectés pour adapter la mobilité,
  - Innover avec la domotique pilotée par smartphone sur les bâtiments publics.

#### Outils/Actions à mettre en œuvre :

- Créer des outils connectés pour la mobilité :
  - Être un territoire connecté : mettre en réseau les acteurs ,
  - Développer une application coordonnant les divers besoins pour la mixité des mobilités dans et hors territoire : outil d'aide à la mobilité en temps réel accessible à tous :
    - Informer en temps réel sur le trafic routier,
    - Informer en temps réel des offres de transport,
    - Proposer des alternatives multimodales,
    - Promouvoir le partage de mobilité ,
    - Sensibiliser et soutenir les modes doux ;
  - Diffuser les coopérations et bonnes pratiques (améliorer Moveasy),
  - Limiter le transit court (territoire de passage, itinéraire bis) et de poids lourds,
  - Installer une Maison du Vélo (entretien, recyclerie....),
  - Développer les lignes rapides (Hop !) de transport collectif pour les actifs ;
- Accompagner la multimodalité :
  - Aménager d'aires de covoiturage,
  - Installer des pôles multimodaux dans et hors du territoire (parc des expos, aéroport, terminaux métro...) ,
  - Imaginer des pôles secondaires : vélo / Hop !/ bus/covoiturage/ gares...,
  - Créer une plateforme mobilité pour répondre aux besoins de mobilité des jeunes et précaires : associations intermédiaires, auto-école sociale, recyclerie et garage solidaire...,
  - Réalisation de schémas de voies douces à l'échelle des EPCI,
  - Développer les modes doux et alternatifs de déplacement dans et hors les centres urbains, pour faciliter l'accès à tous les espaces et à toutes les fonctionnalités :
    - Un niveau structurant : les EPCI,
    - Un niveau de proximité immédiate : les communes,
    - Un niveau en étoile (mutualisé) ;
- Déclencher des Appels à Manifestation d'Intérêt Territorial :
  - Appel pour la réalisation d'un « Vélo lib Tolosan »,
  - Réaliser un territoire connecté et partagé avec l'ensemble des communautés de communes et des communes.

#### Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- Lancer un Appel à Manifestation d'Intérêt Territorial (AMIT) pour le numérique et ses usages ;
- Définir les lieux de complémentarité entre les modes de déplacement- pôles multimodaux ;
- Rabattre sur les pôles (gares) existants : des lignes de transports collectifs (Hop !) ;

- Continuer le développement de l'utilisation des modes alternatifs à l'automobile : modes doux en centres urbains, liaisons inter quartiers... ;
- Réaliser les schémas territoriaux de modes doux et les mettre en cohérence à l'échelle du PETR ;
- Réaliser les travaux d'aménagement de voies douces en lien avec les projets touristiques (Voie verte de la CCVA, voie verte de Bouconne, lien entre chemins de randonnées et voie verte, lien entre centres urbains et voies vertes // chemins de randonnée jacquaire // intercommunaux...) ;
- Compléter les offres de mobilité dans les pôles multimodaux.

#### Acteurs et partenaires

PETR, EPCI compétents, communes, OT et SI, entreprises, associations, la Mêlée Numérique, le GAL Pays Tolosan, AOT, Etat, Région, Département.

## **Objectif 5 : Transition écologique et énergétique**

### **Transmettre aux générations futures un territoire préservé**

Le PETR Pays Tolosan se caractérise par ses nombreux espaces naturels agricoles et des milieux humides qui participent à la qualité du cadre de vie de ce territoire périurbain et à son identité. Surnommée « la petite Toscane », notre territoire se caractérise par une agriculture diversifiée, qui comprend deux AOC, le vignoble de Fronton et l'ail de Cadours, ses paysages naturels vallonnés, ses forêts (domaniales), son réseau hydrographiques et ses plans d'eau.

Cette campagne toulousaine accueille des activités de loisirs verts et attire les excursionnistes. Ce cadre de vie privilégié est un atout pour le développement de l'économie touristique : il faut donc préserver les ressources naturelles, faunistiques et floristiques, tout en éduquant les populations au respect de ce patrimoine commun.

La qualité de vie est une partie intrinsèque de notre environnement. Le projet de territoire s'inscrit en complémentarité et en cohérence avec les 4 axes de l'Agenda 21 du Pays Tolosan déclinés en 33 fiches projets et 88 modalités d'actions.

#### Objectifs :

- Préserver, améliorer et valoriser les ressources naturelles, faunistiques et floristiques ;
- Réduire la consommation d'énergie – minimiser notre empreinte écologique ;
- Développer les énergies renouvelables ;
- Aider à la gestion et valorisation des ressources naturelles ;
- Devenir un territoire « zéro déchet », lutter contre le gaspillage ;
- Développer les débouchés des circuits courts dans la restauration collective ;
- Développer l'agro-écologie et la diminution des phytosanitaires en agriculture ;
- Encourager les initiatives pour l'éducation au développement durable dès le plus jeune âge ;
- Sensibiliser, éduquer les populations, notamment les enfants, au développement durable ;
- Lier le tourisme écologique du territoire avec l'accueil des nouvelles familles ;
- Aller vers une reconnaissance de Territoire à Energie Positive et à Croissance Verte (TEPCV).

### Outils / Actions existants et/ou à mettre en œuvre :

- Réaliser la démarche d'élaboration d'atlas de la biodiversité communal, intercommunal à l'échelle du PETR ;
- Réaliser un atlas sur la biodiversité ;
- Créer des outils transférables, des sentiers pédagogiques ;
- Acquérir du foncier pour la requalification urbaine ;
- Renforcer la renaturalisation des espaces publics urbains (centres-bourgs) ;
- Promouvoir la réalisation de compost et de gestion des déchets verts ;
- Innover pour entretenir les zones zéro phyto (piétonnier et surfaces minéralisées) ;
- Renforcer le déploiement d'espaces pédagogiques.

### Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- Initier le recueil des informations pour rédiger l'atlas de la biodiversité ;
- Lancer des actions d'éducation à l'écologie et au développement durable auprès des publics scolaires : travailler avec les ALAE / ALSH sur la sensibilisation de ce public ;
- Développer la démarche « Terre saine, commune sans pesticide » ;
- Planter des espèces peu gourmandes en eau ;
- Répondre à la 4ème vague d'appel à projet TEPCV.

### Acteurs et partenaires

PETR, EPCI compétents, communes, les acteurs agricoles et leurs groupements, associations et fondations, le GAL Pays Tolosan, Etat, Région, Département.

## **Déployer les énergies positives**

La transition énergétique est un enjeu environnemental, social et économique. Les économies d'énergies sont, pour les collectivités locales et les citoyens, un poste de dépenses sur lequel il est urgent d'agir.

Ces dépenses représentent une part importante de leur budget, en lien avec l'augmentation du coût de l'énergie fossile, des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution induite par ses multiples déclinaisons.

### Objectifs :

- Attirer les entreprises de production énergie durable (filière bois) ;
- Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments publics et privé pour réduire la consommation et la facture énergétique ;
- Développer les opérations d'économies d'énergie et les énergies renouvelables ;
- Organiser les fonctions urbaines (mixité et densification) avec la maîtrise des coûts énergétiques (bâtiments BBC, quartiers durables, intégration des besoins de logement et de mobilité par tranches d'âges...) ;
- Intégrer les usages numériques dans les nouvelles constructions ou rénovations de bâtiments publics (bâtiment économe piloté par domotique et autres technologies de gestion des fluides dans un bâtiment...) ;
- S'inscrire dans la démarche de Territoire à Energie Positive et à Croissance Verte pour la transition énergétique, la maîtrise des dépenses énergétiques, publiques et privées, le respect de l'environnement, l'obtention de label ou de distinction tel le « TEPCV » (Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte) ;
- Inciter à l'autonomie énergétique des particuliers via une plateforme EIE.

#### Outils / Actions existants et/ou à mettre en œuvre :

- Soutenir la mise en œuvre d'énergies renouvelables : méthanisation, géothermie, chaudière bois... ;
- Accélérer la rénovation thermique des bâtiments publics ;
- Accompagner la maîtrise des consommations et dépenses énergétiques publiques ;
- Mutualiser une assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets et opérations ;
- Regrouper les collectivités pour influencer sur les coûts d'investissements (groupements d'achats) ;
- Déployer une expérimentation numérique pour la gestion de bâtiments publics, la maîtrise, et l'économie d'énergie.

#### Actions à lancer dès 2017 (cf. maquette de programmation 2017) :

- Accélérer la mise en place d'un éclairage public performant ;
- Installer la plateforme Espace Information Energie en direction des particuliers en y invitant tous les acteurs et partenaires à participer ;
- Développer des actions d'accompagnement à la maîtrise ou à la transition énergétique auprès des collectivités ;
- Soutenir la rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- Répondre à la 4ème vague d'appel à projet TEPCV.

#### Acteurs et partenaires :

PETR, EPCI compétents, communes, les distributeurs d'énergie, entreprises SSII, services, associations de développement durable, le GAL Pays Tolosan, Etat, ADEME, Région, Département.

## **Objectif 6 : La cohésion sociale**

### **Libérer les énergies culturelles**

La culture est un vecteur d'intégration et de lien social. Elle sensibilise, grâce aux manifestations, festivals et autres points d'orgues culturels, tous les habitants à leur patrimoine bâti ou vernaculaire, à leur cadre de vie.

Elle permet de développer d'une part l'enracinement, le développement du sentiment d'ancrage, de l'appartenance identitaire au territoire, et, d'autre part de conforter le rôle de ce patrimoine dans l'économie touristique. L'accueil de ces nouvelles populations appelle la mobilisation de moyens accrus pour l'apprentissage et l'accès pour tous à des services culturels : médiathèques, bibliothèque, écoles de musique ou cinéma.

#### Objectifs :

- Rendre accessible la culture à tous, par des équipements et services adaptés ;
- Aider la création et promouvoir les projets culturels inscrits dans la durée (saison culturelle, actions publiques jeunes, médiation, résidence artistique...) ;
- Soutenir les équipements culturels structurants (notamment les écoles culturelles) ;
- Renforcer le mécénat et diversifier les financements participatifs (crowdfunding) avec le développement des usages numériques ;
- Préserver la mémoire collective et l'identité patrimoniale et culturelle du territoire ;
- S'appuyer sur les usages numériques pour le développement de l'action culturelle.

### Outils / Actions existants et/ou à mettre en œuvre :

- Ouvrir des espaces pédagogiques culturels (écoles de musique, danse...) ;
- Rénover ou créer de lieux dédiés à la lecture publique et audiovisuelle (dont les cinémas) ;
- Réhabiliter le petit patrimoine culturel /cultuel (bâti et immatériel) marqueur de l'identité territoriale ;
- Sauvegarder la mémoire des anciens du territoire pour le partage et la transmission intergénérationnelle ;
- Renforcer le positionnement des opérateurs culturels déjà identifiés sur la période 2007-2014 ou en émergence ;
- Soutenir les créations de résidences d'artistes ;
- Investir dans l'action culturelle : expositions itinérantes, festivals relatifs au patrimoine culturel, saisons culturelles ;
- Mettre en réseau des opérateurs culturels ;
- Divulguer avec les outils numériques et leurs usages les programmations et manifestations des actions culturelles (support @, web radio, agenda, sms etc...) ;
- Renforcer le mécénat public et privé (entreprises, particuliers, crowdfunding...).

### Actions à lancer dès 2017 :

- Aider à la réalisation d'espaces culturels de qualité et accompagner la réalisation d'équipements culturels sur tout le territoire et dans leur diversité : écoles, cinéma, salle de répétition ou de spectacles vivants, médiathèque, audiothèque... ;
- Etre en veille pour les événements culturels impactant le territoire (350 ans de l'édit du canal du Midi...) ;
- Construire ensemble une communication de promotion du territoire, des activités culturelles et festives pour l'été 2017 ;
- Réaliser des panneaux et colonnes d'affichage dans chaque commune ;
- Elaborer un usage numérique pour relayer les manifestations culturelles et festives.

### Acteurs et partenaires

PETR, EPCI compétents, communes, les acteurs, services et équipements culturels, associations et fondations, la DRAC, le GAL Pays Tolosan, État, Région, Département.

### **L'atout jeunesse**

L'attractivité résidentielle permet à notre territoire d'accueillir une population jeune, active, ce qui est un avantage formidable pour notre avenir. La population des 0-25 ans représente un bon quart de nos habitants.

Cette vitalité, cette effervescence, demande, dans de nombreux domaines, un accompagnement technique et un soutien financier fort pour nos collectivités.

Ce sont les citoyens de demain qu'il faut aider à grandir, à acquérir toutes les valeurs communes et partagées de notre société française. A ce titre, aucun effort ne doit être négligé pour que ces enfants deviennent des adultes autonomes et responsables.

### Objectifs :

- Favoriser l'implantation et la création des services essentiels à l'accueil de la petite enfance
- Créer des passerelles intergénérationnelles ;

- Accompagner les créations, extensions et aménagements des écoles publiques (maternelles et primaires) notamment dans les petites communes ;
- Faire de l'école numérique une priorité du territoire : les projets peuvent s'inscrire dans le cadre du plan numérique pour l'éducation ;
- Développer une politique de prévention de santé : Faire de la nutrition et de l'activité physique une priorité ;
- Aider à la mobilité des jeunes.

Outils / Actions existants et/ou à mettre en œuvre :

- Créer des espaces associatifs, de convivialité et de partage, des lieux intergénérationnels et des tiers lieux sociaux ;
- Construire des cuisines centrales pour la restauration collective de qualité et en circuits courts ;
- Développer les équipements sportifs couverts ou de plein air (City Park, gymnases, dojo...) ;
- Créer, rénover ou requalifier des espaces ouverts de pratiques sportives (sports collectifs) ;
- Prévoir des espaces dédiés à la jeunesse dans les opérations urbaines et de loisirs (espaces loisirs multisports...).

Actions à lancer dès 2017(cf. maquette de programmation 2017) :

- Acquérir des minibus ou pour le transport de publics jeunes et mutualiser leur utilité ;
- Créer des City- Park et autres lieux ouverts pour la jeunesse (Castelnau d' Estrétefonds, Daux, Cadours, Saint Paul...) ;
- Rénover ou créer des gymnases, stade et équipements multi sportifs de plein air (Daux, Cadours, Saint Sauveur...) ;
- Soutenir les créations et extension d'EAJE, TAP, ALAE (Roquesérière, Lapeyrouse, Le Castéra...) ;
- Soutenir les créations et extension des établissements scolaires du premier degré notamment dans les petites communes afin d'améliorer les conditions d'accueil de la population scolaire en forte expansion ;
- Accompagner les tiers lieux sociaux.

Dans une logique de projet de territoire, le contrat définit **des objectifs** pour les 6 thématiques prioritaires ainsi que celles qui ont été retenues supra au titre des enjeux locaux.

Afin d'atteindre ces objectifs, des **actions concrètes et opérationnelles** sont proposées : les **opérations prévues par objectif et classés seront tirées des projets émanant des EPCI pour la période 2017-2020.**

**Cf. Annexe 3 – Projets émanant des EPCI du PETR Pays Tolosan**

## IV. MODALITÉS DE PILOTAGE ET PARTENAIRES DU CONTRAT

### 1. La gouvernance

Dans le cadre de la mise en place de ce contrat de ruralité, il est nécessaire de désigner un porteur de projet qui donne la légitimité de la mise en œuvre du contrat ainsi que d'explorer et d'entreprendre l'ensemble des démarches. Le porteur de projet est le président du PETR.

Chaque contrat de ruralité fera l'objet d'un **comité de pilotage co-présidé par le président du PETR et le préfet ou son représentant**. Son secrétariat permanent est assuré par le PETR ou le territoire de projet. Composé des représentants des cosignataires du contrat et des partenaires associés, il a pour missions :

- d'identifier, de proposer et de sélectionner conformément à la stratégie de développement du territoire définie dans le contrat, les projets à financer dans le cadre d'un programme opérationnel annuel ;
- d'assurer le suivi collégial de la mise en œuvre du contrat et l'état d'avancement de la programmation annuelle ;
- de procéder à l'évaluation permanente du contrat et de proposer des modifications éventuelles de programmation.

#### **Composition : élus et représentants des signataires**

Le comité de pilotage sera composé de :

- M. le préfet ou son représentant ;
- M. le président du PETR ou son représentant ;
- MM. les présidents des communautés de communes constitutives du PETR ou leurs représentants ;
- Mme la présidente du conseil régional ou son représentant ;
- M. le président du conseil départemental ou son représentant.

Sera également invité aux réunions du comité de pilotage M. le président du conseil de développement du PETR du Pays Tolosan.

Pourront être également associés, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées en fonction des thématiques et des projets couverts par le contrat de ruralité (représentants des chambres consulaires, experts, etc.)

#### **Rôle : assurer le suivi collégial de la mise en œuvre du contrat**

Le comité de pilotage assure le suivi de la mise en œuvre du contrat de ruralité : prise en compte de la cohérence des plans d'actions avec la stratégie du contrat de ruralité ainsi qu'avec le cadre national, suivi de la programmation et de la consommation des crédits alloués, fonctionnement de la procédure...).

Le suivi général s'appuiera sur la présentation à chaque réunion d'un état d'avancement des opérations, présentant l'ensemble des actions réalisées et inscrites au contrat.

Le comité validera notamment le plan d'actions annuel déposé dans le cadre du contrat de ruralité, ce programme présentera une hiérarchisation des opérations déposées en fonction

de leur cohérence avec les objectifs du contrat de ruralité. Cette hiérarchisation sera proposée par le comité technique (voir plus loin).

### **Rythme des réunions**

Le comité de pilotage sera réuni une fois par trimestre, sur convocation des membres par M. le préfet et M. le président du PETR.

**Un comité régional technique de pré-programmation**, coprésidé par l'État et la Région, réunit l'ensemble des services régionaux de l'État, des préfectures de départements, les services du conseil régional et des conseils départementaux. Il a pour missions :

- de préparer et de consolider, le cas échéant, les plans de financement des projets qui seront proposés aux comités de programmation,
- de garantir la cohérence des projets retenus avec les orientations stratégiques régionales,
- d'évaluer les politiques contractuelles régionales en faveur de la ruralité.

**Le comité de programmation**, organisé à une échelle pertinente en termes de croissance et d'emploi, aura pour missions d'examiner les programmations financières annuelles des contrats, qui seront ensuite soumises pour approbation aux instances décisionnelles des partenaires cofinanceurs. Coprésidé par l'État et la Région, ce comité est composé des représentants des différents partenaires.

## ***2. L'ingénierie mobilisée***

### **Composition de l'équipe projet**

Le PETR du Pays Tolosan mobilisera pour la mise en œuvre et le suivi de ce contrat de ruralité :

- Un coordonnateur du contrat, chargé de la mise en œuvre générale et du suivi de l'avancement des actions, il sera notamment en charge de l'animation du comité de pilotage ainsi que du comité technique et constituera l'interlocuteur privilégié des signataires du contrat et des cofinanceurs des opérations ;
- Un chargé de mission dédié à l'ingénierie et au suivi des porteurs de projets ;
- Une assistante en charge de l'administration générale liée à la mise en œuvre du contrat.

L'équipe projet assurera la préparation des réunions du comité de pilotage.

### **Un comité technique chargé de la mise en œuvre des actions**

Un comité technique sera constitué pour élaborer la demande annuelle ainsi que pour assurer le suivi de la réalisation des opérations inscrites au contrat de ruralité. Ce comité sera réuni au moins 2 fois par an et sera constitué :

- des directeurs généraux des services de chaque EPCI signataire (et/ou des techniciens concernés par les domaines d'actions du contrat) ;
- de l'équipe projet du contrat au sein du PETR (coordonnateur et techniciens concernés par les thématiques abordées) ;
- des services de l'État concernés par les thématiques des projets examinés.

Le comité technique aura pour mission d'éclairer la prise de décision du comité de pilotage, par une hiérarchisation des propositions d'actions et une analyse croisée et territorialisée. Ce comité technique sera notamment chargé d'examiner d'un point de vue technique les projets proposés par les collectivités au contrat de ruralité et *proposera ainsi chaque année pour validation* par le comité de pilotage la demande déposée au titre du contrat de ruralité du PETR du Pays Tolosan.

Les projets retenus au titre du contrat de ruralité bénéficieront ainsi d'un label « Contrat de ruralité du Pays Tolosan », ces projets répondront aux priorités du contrat de ruralité.

Au sein de ce comité technique seront désignés des référents qui auront pour vocation d'apporter un appui technique et administratif aux maîtres d'ouvrage des opérations inscrites dans le cadre du contrat de ruralité (montage des projets et des demandes d'aide, suivi de la réalisation des opérations, demandes de paiement). Ces référents seront désignés par domaine de compétences et/ou par zone géographique couverte.

#### **L'organisation mobilisée par l'État pour l'accompagnement, la mise en œuvre et le suivi**

La préfecture de la Haute-Garonne mobilise, au bénéfice des PETR l'ensemble des services de l'État dans la région et le département pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du contrat de ruralité.

Le sous-préfet de Saint-Gaudens, référent à la ruralité, coordonne l'ensemble des dispositifs et des services de l'État concernés par la mise en œuvre du contrat, en lien avec les sous-préfets d'arrondissement, sous l'autorité du préfet de la Haute-Garonne.

Chacun des services départementaux ou régionaux de l'État désignera un correspondant en charge du suivi du contrat au sein de sa structure.

#### **Tout autre acteur mobilisé pour l'élaboration et la mise en œuvre du contrat**

Les services du conseil régional et du conseil départemental de la Haute-Garonne pourront être mobilisés dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de ruralité.

D'autres acteurs pourront être associés : chambres consulaires, syndicats mixtes (de SCOT, d'électrification, de pôle métropolitain, etc.), agence d'urbanisme, ainsi que les agences de l'État (ANAR, ADEME, etc.), des opérateurs publics tels Pôle emploi, ERDF, GRDF, etc., ainsi que le groupe Caisse des dépôts.

### ***3. La participation des habitants et des acteurs de la société civile***

Le président du conseil de développement du PETR Pays Tolosan sera associé systématiquement aux comités de pilotage. Il pourra se faire accompagner de trois membres maximum du conseil de développement, experts ou référents des actions présentées. Il émettra un avis sur les dossiers présentés.

Selon les thématiques et l'implication des différents acteurs mobilisés, les membres du Conseil de Développement du PETR Pays Tolosan pourront être associés aux instances techniques de mise en œuvre de certaines opérations.

#### ***4. Contribution de l'Etat et des partenaires du contrat à la réalisation du plan d'actions en appui aux porteurs de projets***

L'État partage les orientations et les objectifs définis par le présent contrat. Il participera au cofinancement de certaines actions sous forme de subvention, dans le cadre de chaque convention annuelle établie pendant la durée du contrat.

Les participations attendues de la part de l'État éventuellement indiquées dans le tableau pluriannuel sont à ce stade l'expression du souhait des maîtres d'ouvrage respectifs des actions et donc purement indicatives.

L'État interviendra en cohérence avec les interventions des collectivités territoriales et des autres acteurs.

Il mobilisera des dotations et crédits du droit commun et spécifiques, dans le respect des cadres réglementaires les régissant, notamment la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), le fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT), la dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (FSIL, enveloppe "contrat de ruralité", et/ou enveloppe « thématique »).

##### **4.1 Engagement de partenariat de la Caisse des dépôts et consignations**

La **Caisse des Dépôts** et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Le groupe Caisse des Dépôts a réaffirmé sa mobilisation financière au service de la relance de l'investissement public et sa volonté d'accompagner les pouvoirs publics, les collectivités locales et tous les acteurs économiques dans les profondes mutations que connaît le pays.

Selon l'avancement des actions et après instruction des sollicitations qui lui seront adressées, la Caisse des Dépôts pourra mettre à disposition du projet de contrat de ruralité des ressources financières, sur fonds propres ou fonds d'épargne, et d'ingénierie, dans le respect des règles de la commande publique, sous réserve d'accord de ses comités d'engagement compétents et du maintien par les pouvoirs publics des différentes lignes de prêts susceptibles d'être mobilisées. Les modalités de chaque intervention seront précisées, après accord explicite de la Caisse des dépôts, dans des conventions d'application à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres-d'ouvrage concernés.

##### **4.2 Intervention du conseil départemental de la Haute-Garonne**

Chef de file et garant de la solidarité territoriale, le **conseil départemental de la Haute-Garonne** déploie une politique territoriale en faveur d'un développement équilibré.

A ce titre, il apporte son soutien financier et technique direct au PETR pour l'ingénierie de projet faisant l'objet d'une convention annuelle.

Les organismes départementaux tels que **l'ATD 31, le CAUE 31, le CDT 31** participent de cette politique territoriale.

De plus, le conseil départemental de la Haute-Garonne a conclu des Contrats de Territoire 2016-2020 avec les EPCI à fiscalité propre et leurs communes-membres pour soutenir des projets d'investissement publics répondant aux besoins locaux.

Ce dispositif départemental lancé en 2016 pour cinq années sera le cadre privilégié par lequel le conseil départemental pourra cofinancer des projets inscrits dans le contrat de ruralité et le Contrat Régional Unique.

Au-delà des contrats de territoire, le conseil départemental de la Haute-Garonne soutient, selon ses règles en vigueur, des projets de voirie, de mobilité, culturels, touristiques, numériques...sur le territoire départemental.

### **4.3 Modalités d'intervention du conseil régional**

**Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation, dans l'ensemble de ses termes, par l'assemblée délibérante du conseil régional.**

La **région Occitanie** est particulièrement soucieuse de faciliter un développement équilibré de tous les Territoires qui la composent et se porte garante de l'équité territoriale.

L'action de la Région sera mobilisée de manière adaptée à chacun des territoires de la région Occitanie sur la base d'une « feuille de route construite sur mesure » en fonction des spécificités de chaque territoire et de sa stratégie de développement élaborée par les collectivités, les acteurs socio-économiques concernés en étroite concertation avec la Région et les partenaires cofinanceurs.

La Région poursuivra jusqu'au **31 décembre 2017** ses politiques contractuelles territoriales initiées en 2015 et s'engage à développer sur la période 2018-2020, une nouvelle génération de Politiques Contractuelles Territoriales avec l'ensemble des territoires.

Ainsi pour la Région, **l'année 2017** du présent contrat de ruralité revêt un caractère transitoire vis-à-vis de la période 2018-2020.

Les projets sollicitant l'intervention de la Région au titre d'un programme opérationnel annuel seront examinés sur la base des dispositifs d'intervention de la Région en vigueur à la date du dépôt des dossiers correspondants.

## **V. LE SUIVI ET L'ÉVALUATION**

Le comité de pilotage du contrat, défini ci-avant, assure le suivi collégial de la mise en œuvre du contrat.

Un tableau de bord du plan d'actions (territorialisé + planning) est élaboré et tenu à jour par les porteurs du contrat.

## VI. LA DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature.

Il porte sur la période **2017 – 2020** (*4 années budgétaires*).

**Un bilan d'exécution** des actions du contrat sera établi en **2021** et validé par les porteurs et les partenaires qui ont contribué.

## VII. MODIFICATION DU CONTRAT

A la fin 2018, un premier bilan global des actions sera établi, en complément du tableau de bord de suivi présenté au comité de pilotage à chacune de ses réunions. Ce bilan pourra conduire à réajuster si nécessaire le plan d'actions.

En cas de désaccord des parties prenantes sur les modalités de mise en œuvre des actions du contrat, au cours de sa mise en œuvre, ou si des modifications substantielles étaient demandées par une ou plusieurs des parties, le comité de pilotage sera réuni pour débattre et proposer une modification du contrat.

En cas de modification des périmètres des EPCI ou du PETR, ou de prise de compétences de ces derniers, le contrat sera modifié en conséquence.

Fait à Toulouse, le

Le préfet de la Haute-Garonne

Le président du syndicat mixte de Pôle d'équilibre  
territorial rural Pays Tolosan

Pascal MAILHOS

Didier CUJIVES

La présidente du conseil régional  
d'Occitanie

Le président du conseil départemental  
de la Haute-Garonne

Carole DELGA

Georges MERIC

Le directeur régional  
de la caisse des dépôts et consignations

M. Thierry RAVOT

## ***Précisions méthodologiques relative à la convention annuelle de financement des contrats de ruralité***

*La convention annuelle de financement est un document visant à formaliser les engagements de l'ensemble des partenaires au contrat.*

*Établie chaque année lorsque les budgets des signataires sont validés/délégués, et ainsi pour la durée du contrat, cette convention expose les types de financeurs, les formes de l'apport, la source et le montant des crédits pour chacune des actions nécessitant un financement.*

*Les sources de financement relèvent des crédits spécifiques ou de droit commun de l'État, des collectivités territoriales ou d'autres organismes signataires ou partenaires.*

*Hormis les apports des porteurs de projets/maîtres d'ouvrage et des communes et EPCI, les actions pourront être cofinancées par différentes sources :*

- *crédits de droits communs (dotations et fonds de l'État, tels la DETR, le FNADT,...) ;*
- *outils contractuels et guichets ou appels à projets proposés par les collectivités territoriales (Départements et Régions) et les opérateurs publics (CDC, Agences, Chambres consulaires,...) ;*
- *volets territoriaux des CPER ;*
- *fonds européens (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) ;*
- *en complément, une enveloppe de 216 millions d'euros sera dédiée au plan national en 2017 aux contrats de ruralité au sein du fonds de soutien à l'investissement local. L'enveloppe sera répartie à l'échelle régionale. Au regard des projets présentés dans chaque département au titre des contrats de ruralité, les préfets de département transmettront au préfet de région les opérations prioritaires à financer avec cette enveloppe.*

*Les crédits de droit commun s'appliquant de fait/de droit à une action sont mentionnés également, afin de pouvoir avoir une lecture la plus exhaustive possible des financements concernant le territoire.*

*Modalités de valorisation des engagements :*

- *Chaque action peut faire l'objet d'un financement unique ou de co-financements ;*
- *Ces moyens peuvent être exprimés en crédits et /ou en ETP. Une valorisation « en industrie » est également possible. Elle vise, par exemple, la mise à disposition de locaux ;*
- *La traduction de certains engagements peut se faire en nombre d'ETP supplémentaires, plutôt qu'en crédits complémentaires déployés, ce qui permet de mieux valoriser la plus - valeur réelle de ce type d'engagements au regard des objectifs fixés (par exemple en matière d'ingénierie) ;*
- *Les financements exprimés en crédits, lorsqu'ils relèvent de l'Etat, sont attachés à un BOP.*